



Comité National de la Dette
Publique



Caisse Autonome
d'Amortissement du
Cameroun

Conjoncture Mensuelle de la Dette Publique du Cameroun N°12/24 Décembre 2024

Version du 18 mars 2025

Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun

Secrétariat Permanent du Comité National de la Dette Publique

B.P. : 7167 YAOUNDE Tél : (+237) 222 22 22 26 / (+237) 222 22 01 87 Fax : (+237) 222 22 01 29

Site internet : www.caa.cm E-mail : caa@caa.cm

La Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun, structure de gestion de l'ensemble des fonds d'emprunts publics de l'État et de ses démembrements, des organismes publics et parapublics, des collectivités locales, créée par Décret présidentiel N°85/1176 du 28 Août 1985, et réorganisée par le Décret N°2019/033 du 24 janvier 2019, assurant le Secrétariat Permanent du Comité National de la Dette Publique (CNDP),

Et le Comité National de la Dette Publique créé par Décret N°2008/2370/PM du 04 août 2008, dont les principales missions sont de coordonner et suivre la mise en œuvre de la politique nationale d'endettement public et de gestion de la dette publique, de veiller à sa mise en cohérence avec les objectifs de développement et la capacité financière de l'Etat,

Vous présentent la **conjoncture mensuelle de la dette publique du Cameroun N°09/24-septembre 2024**, qui retrace l'évolution des principaux agrégats de la dette publique au second trimestre de l'année.

Dans cette conjoncture, la dette publique est définie comme l'ensemble des passifs de l'Etat sous forme de dette. Un instrument de dette étant une créance financière, obligeant le débiteur à effectuer en faveur du créancier un paiement ou des paiements d'intérêts ou de principal à une date ou à des dates futures. Pour l'instant, la dette publique est principalement limitée à celle de l'Administration Centrale et des Entreprises et Etablissements Publics. Les travaux de recensement et d'évaluation de la dette des Collectivités Territoriales Décentralisées se poursuivent.

Aussi, Conformément aux bonnes pratiques, il est procédé au suivi des passifs conditionnels, notamment la dette garantie par l'Administration Centrale et les Partenariats Publics Privés, qui peuvent impacter la dette publique sous certaines conditions. Les passifs conditionnels représentent des créances financières virtuelles de l'Etat, non encore matérialisées, mais susceptibles de se traduire par des obligations financières fermes dans certaines circonstances. Le suivi et l'évaluation de ces passifs sont indispensables, non seulement par souci de transparence, mais aussi pour la réalisation des analyses, notamment l'analyse de l'impact potentiel et les risques encourus sur l'endettement public, l'Analyse de la Viabilité de la Dette (AVD) et diverses autres analyses liées aux risques budgétaires.

SOMMAIRE

I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET NATIONAL	3
I.1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....	3
I.2. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE NATIONAL.....	5
II. ENCOURS DE LA DETTE DU SECTEUR PUBLIC	7
II.1.1. DETTE EXTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE.....	10
II.1.2. DETTE EXTERIEURE RETROCEDEE PAR L'ETAT AUX ENTITES PUBLIQUES .	12
II.1.3. DETTE INTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	14
II.1.3.1. ENCOURS DE LA DETTE INTERIEURE HORS RESTES A PAYER.....	14
II.1.3.2. RESTES A PAYER.....	16
II.1.3.3. DETTE FLOTTANTE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	17
II.2. DETTE DES DEMEMBREMENTS DE L'ETAT.....	18
II.2.1. DETTE DIRECTE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS	18
II.2.1.2. DETTE DIRECTE INTERIEURE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS (HORS DETTE FLOTTANTE).....	19
II.2.1.3. DETTE EXTÉRIURE DIRECTE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS, NON AVALISÉE PAR L'ETAT	19
II.2.1.4. DETTE FLOTTANTE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS.....	20
II.2.2. DETTE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES DECENTRALISEES	20
II.2.2.1. DETTE INTERIEURE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES DECENTRALISEES (HORS DETTE FLOTTANTE ET DETTE FEICOM).....	20
II.2.2.2. DETTE FLOTTANTE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES DECENTRALISEES.....	21
II.3. PASSIFS CONDITIONNELS EXPLICITES DE L'ETAT.....	21
II.3.1. DETTE AVALISEE PAR L'ETAT.....	21
II.3.2. PARTENARIAT PUBLIC PRIVÉ (PPP).....	21
III. SERVICE DE LA DETTE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	25
III.1. SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	26
III.2. SERVICE DE LA DETTE INTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	27
III.2.1. SERVICE DE LA DETTE INTERIEURE HORS RESTES A PAYER.....	27
III.2.2. VARIATION DES RESTES A PAYER.....	29
IV. EVOLUTION DES ENGAGEMENTS ET DES NOUVEAUX EMPRUNTS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE.....	29
IV.1. NOUVEAUX ENGAGEMENTS SIGNES.....	29
IV.2. DECRETS D'HABILITATION.....	30
IV.3. DÉCAISSEMENTS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE.....	31
IV.3.1. DÉCAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS EXTÉRIEURS.....	31
IV.3.1.1. DÉCAISSEMENTS PAR BAILLEUR.....	31
IV.3.1.2. DÉCAISSEMENTS PAR CONCESSIONNALITÉ	33
IV.3.1.3. DÉCAISSEMENTS PAR PROJET/PROGRAMME.....	34
IV.3.2. DÉCAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS INTÉRIEURS	36
IV.4. SOLDES ENGAGÉS NON DÉCAISSÉS (SEND'S) DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	36
IV.4.1. SEND'S EXTÉRIEURS.....	36
IV.4.2. SEND'S INTÉRIEURS.....	36
V. INDICATEURS D'ENDETTEMENT	39
V.1. PRINCIPAUX INDICATEURS DE LA DETTE PUBLIQUE HORS RESTES À PAYER ET DETTE FLOTTANTE.....	39
V.2. REPARTITION DU PORTEFEUILLE PAR DEVISE	40

Comité de Rédaction

Directeurs de Publication

MOTAZE Louis Paul, Ministre des Finances, Président du Comité National de la Dette Publique ;

ALAMINE Ousmane MEY, Ministre de l'Economie de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Vice-Président du CNDP.

Superviseurs

NOAH NDONGO Adolphe, Directeur Général de la CAA, Secrétaire Permanent du CNDP ;

MOH TANGONGHO Sylvester, Directeur Général du Trésor de la Coopération Financière et Monétaire, Président de la Commission Technique du CNDP ;

KENDEM John FORGHAB, Directeur Général Adjoint de la CAA.

Coordonnateur Technique

SIEWE Guillaume Thierry, Chef de Division des Etudes et Analyses de la Dette Publique (DEADP /CAA), Coordonnateur du Secrétariat Permanent du CNDP.

Rédacteurs :

- **SIEWE Guillaume Thierry**, DEADP, CSP-CNDP ;
- **ALEME MELOM Melissa Epse MANON**, Chef de la Cellule du Suivi de la Politique Nationale d'Endettement- à la DEADP/CAA ;
- **GONTA William**, Chef de la Cellule du Suivi Statistique et de la Gestion des Bases des Données- à la DEADP/CAA ;
- **NDONGO MBA Laurent**, Chef de la Cellule du Suivi Evaluation des Financements à la DEADP/CAA ;
- **SIMO Cédric**, Chargé d'Etudes Assistant à la CSPNEA/ DEADP/CAA ;
- **PONDI Patrick Dylan**, Chargé d'Etudes Assistant à la CSPNEA/DEADP/CAA ;
- **ABOE Franck**, d'Etudes Assistant à la CSPNEA/DEADP/CAA ;
- **MBIANDJEU Michel Francine**, Chargé d'Etudes Assistant à la CSPNEA/DEADP/CAA ;
- **ONANA Carole**, Chargé d'Etudes Assistant à la CSSGBD/ DEADP/CAA ;
- **EBWEL Julien**, Chargé d'Etudes Assistant à la CSSGBD/ DEADP/CAA ;
- **FEUDJI Génie Lupin**, Chargé d'Etudes Assistant à la CSEF/DEADP/CAA ;
- **ZANG Lury**, Chargé d'Etudes Assistant à la CSEF/ DEADP/CAA ;
- **ETELE Warren**, Chargé d'Etudes Assistant à la CSEF/ DEADP -CAA ;
- **NLAME Rose Laetitia**, Cadre à la Division des Etudes et Analyses de la Dette Publique-CAA.
- **BIKELE Bryan**, Cadre à la Division des Etudes et Analyses de la Dette Publique-CAA.

I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET NATIONAL

I.1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

L'économie mondiale poursuit son expansion sur une trajectoire de croissance modérée mais contrastée. Selon les prévisions actualisées en janvier 2025 du **Fonds Monétaire International (FMI)**, la croissance globale devrait s'établir à **3,3 % en 2025 et 2026**, témoignant d'une certaine résilience malgré les incertitudes économiques et géopolitiques. Cependant, derrière cette relative stabilité se cachent des réalités divergentes, entre économies avancées en quête de consolidation budgétaire et pays émergents portés par un dynamisme soutenu.

L'inflation, bien que sur une tendance descendante, continue d'influencer les choix des banques centrales et des Gouvernements, oscillant entre **4,2 % en 2025 et 3,5 % en 2026**. Un autre défi majeur s'impose : l'endettement public, qui atteint des niveaux préoccupants dans plusieurs pays, façonnant ainsi les marges de manœuvre budgétaires et la stabilité économique à long terme.

- **Les Économies Avancées : Un Endettement Élevé, une Croissance Fragile**

Dans les **économies développées**, la reprise demeure inégale, oscillant entre un optimisme prudent et les contraintes liées à une dette publique croissante.

Aux **États-Unis**, la croissance s'annonce **robuste à 2,7 % en 2025**, soutenue par une demande intérieure dynamique et un assouplissement progressif des conditions monétaires. Cependant, cette embellie masque une réalité budgétaire préoccupante : la dette publique continue de s'élever, atteignant **122 % du PIB**, conséquence des politiques expansionnistes mises en place pour amortir les chocs économiques récents. Si l'inflation recule progressivement, la charge de la dette devient un enjeu majeur pour les finances publiques américaines.

En **Europe**, la situation est plus contrastée. La **zone euro**, avec une croissance attendue à **1,0 % en 2025**, peine à retrouver un élan soutenu. L'endettement moyen des États membres avoisine **90 % du PIB**, bien que des écarts significatifs subsistent entre les pays.

L'**Allemagne**, longtemps modèle de rigueur budgétaire, affiche une dette contenue à **66 % du PIB**, mais fait face à un ralentissement

économique préoccupant (**0,7 % de croissance en 2025**), plombé par une demande intérieure atone et des défis industriels.

À l'inverse, la **France**, avec une dette culminant à **112 % du PIB**, voit sa croissance bridée à **0,8 %**, prise entre la nécessité d'un assainissement budgétaire et des tensions socio-économiques persistantes.

L'**Espagne**, plus résiliente, affiche une dynamique plus favorable avec **2,3 % de croissance en 2025**, soutenue par une consommation robuste et des investissements soutenus. Son endettement reste toutefois élevé, à **107 % du PIB**, nécessitant une gestion prudente des finances publiques.

Si l'inflation dans la zone euro ralentit, atteignant **1,8 % en 2025**, la contrainte budgétaire et l'alourdissement de la charge de la dette imposent aux gouvernements une stratégie économique prudente et ciblée.

- **L'Asie : Entre Croissance et Surveillance de l'Endettement**

L'Asie demeure un moteur clé de l'économie mondiale, bien que les dynamiques internes diffèrent entre les géants de cette zone.

En **Chine**, la croissance, bien que révisée légèrement à la hausse (**4,6 % en 2025**), ralentit progressivement sous l'effet des tensions structurelles, notamment dans le secteur immobilier. La dette publique atteint **80 % du PIB**, mais ce chiffre masque une réalité plus préoccupante : la montée en flèche de la dette des collectivités locales et des entreprises d'État, qui fragilise l'équilibre économique du pays.

À l'opposé, l'**Inde** continue de briller par sa vitalité économique. Avec **6,5 % de croissance attendue en 2025 et 2026**, elle s'impose comme l'un des moteurs de la croissance mondiale. Portée par une consommation vigoureuse et des réformes structurelles ambitieuses, elle parvient à maintenir une dette relativement stable à **82 % du PIB**, tout en contrôlant son inflation aux alentours de **4,5 %**.

- **L'Afrique : Entre Défis Budgétaires et Opportunités Économiques**

En **Afrique subsaharienne**, la croissance amorce un redressement prometteur, atteignant **4,2 % en 2025 et 2026**, portée par une amélioration

de la consommation privée et une stabilisation des ratios d'endettement. Toutefois, la situation reste hétérogène selon les pays.

En **Afrique du Sud**, première économie du continent, l'économie demeure en demi-teinte, avec une croissance projetée, limitée à **1,5 %** en fin 2024 et une dette publique atteignant **74 % du PIB**. Les défis structurels persistants, notamment dans le secteur énergétique, freinent l'élan de reprise et limitent la capacité d'investissement public.

Le **Nigeria**, devrait maintenir une croissance modérée de **3,2 % en 2025**, principalement soutenue par des réformes sectorielles et un renforcement des infrastructures. Son endettement, bien que relativement faible à **38 % du PIB**, devient plus coûteux en raison des pressions inflationnistes, qui s'établissent à **17 %**, affectant le pouvoir d'achat et la stabilité macroéconomique.

Dans la région de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale, (**CEMAC**) l'amélioration progressive de l'activité économique (**2,7 % de croissance en 2024**) est tempérée par un endettement toujours élevé, avoisinant **55 % du PIB** en moyenne. Malgré la baisse de l'inflation (**4,4 % en 2024**), la dette

demeure un facteur limitant, nécessitant une gestion prudente pour assurer une croissance durable.

● Conclusion : Entre Croissance et Défis Budgétaires

Si l'économie mondiale semble progresser sur une trajectoire de reprise, elle demeure sous l'influence de multiples facteurs de fragilité. L'endettement public atteint des niveaux critiques dans plusieurs pays, limitant les marges de manœuvre budgétaires et rendant la croissance plus vulnérable aux chocs externes.

Dans les économies avancées, le défi consiste à équilibrer croissance et discipline budgétaire, tandis que les économies émergentes doivent composer avec des besoins d'investissement croissants sans compromettre la viabilité de leur dette.

Ainsi, l'année 2025 s'annonce comme un tournant décisif, où la gestion des finances publiques, la stabilité monétaire et la mise en place de réformes structurelles joueront un rôle déterminant dans la consolidation d'un environnement économique plus résilient et durable.

Evolution des principaux taux d'intérêt de référence

Graphique 1 : SOFR 6 mois



Source : Global rates

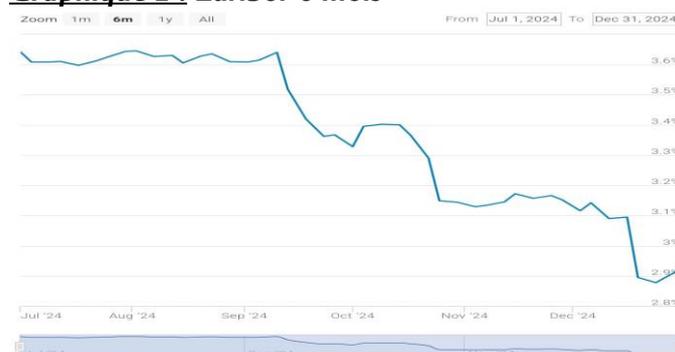
Tableau 0 : CIRR

Periode	15-nov.-23	15-déc.-23	15-janv.-24	15-févr.-24	15-mars-24	15-avr.-24	15-mai-24	15-juin-24	15-juil.-24	15-août-24	15-sept.-24	15-oct.-24	15-nov.-24
	14-déc.-23	14-janv.-24	14-févr.-24	14-mars-24	14-avr.-24	14-mai-24	14-juin-24	14-juil.-24	14-août-24	14-sept.-24	14-oct.-24	14-nov.-24	14-déc.-24
Monnaie / Maturité	CIRR	CIRR	CIRR	CIRR	CIRR	CIRR	CIRR	CIRR	CIRR	CIRR	CIRR	CIRR	CIRR
US Dollar < 5 years	5.89	5.64	5.19	5.11	5.33	5.38	5.71	5.66	5.50	5.32	4.80	4.51	4.90
> 5-8.5 years	5.77	5.49	5.00	4.98	5.19	5.20	5.56	5.50	5.32	5.18	4.72	4.50	4.91
> 8.5 years	5.82	5.53	5.04	5.03	5.21	5.21	5.56	5.49	5.30	5.21	4.77	4.60	4.99
Euro < 5 years	3.90	3.72	3.28	3.28	3.49	3.58	3.64	3.73	3.67	3.58	3.20	3.03	3.01
> 5-8.5 years	3.78	3.56	3.07	3.10	3.31	3.36	3.44	3.53	3.48	3.41	3.10	3.02	3.06
> 8.5 years	3.81	3.58	3.08	3.14	3.32	3.33	3.44	3.51	3.46	3.40	3.17	3.12	3.18

Source : OCDE

Source : OCDE

Graphique 2 : Euribor 6 mois



Source : Global rates

I.2. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE NATIONAL.

L'année 2024 s'est achevée sur un paysage économique contrasté, entre avancées stratégiques et défis persistants. Le Cameroun, engagé dans un programme de réformes structurelles, a connu une année marquée par des événements majeurs, notamment :

- **La persistance de la crise énergétique, de l'inflation et du déficit commercial**, affectant la croissance et le pouvoir d'achat.
- **La réunion des chefs d'État de la CEMAC du 16 décembre 2024**, qui a abouti à des recommandations majeures sur la gestion de la dette publique et la stabilité macroéconomique régionale.
- **L'adoption de la Loi de Finances 2025** par le Parlement, définissant les priorités budgétaires et la nouvelle stratégie d'endettement.
- **Les nouveaux décaissements du FMI**, consolidant le soutien financier au Cameroun dans le cadre des réformes économiques.
- **L'intensification du Plan Intégré d'Import-Substitution Agropastoral et Halieutique (PIISAH)**, pour renforcer la production locale.

Ces dynamiques, qui reflètent la résilience de l'économie camerounaise, dessinent un avenir où la gestion rigoureuse de la dette, la diversification de l'économie et la modernisation des infrastructures joueront un rôle déterminant.

1. Un environnement économique sous tension : crise énergétique et inflation persistante

○ A. Pénurie énergétique et ses répercussions

La crise énergétique a continué de peser sur l'économie camerounaise, notamment dans les sept régions du Réseau Interconnecté Sud (RIS). Plusieurs facteurs ont aggravé cette situation :

- **Déficit de production de 70 MW** dans les centrales hydroélectriques de Songloulou et Edéa.
- **Arrêt des centrales à gaz de Kribi et à fuel de Dibamba**, entraînant un déficit énergétique total de **300 MW**.

- **Effets du changement climatique**, réduisant drastiquement les niveaux d'eau des barrages hydroélectriques.

En réponse, le Gouvernement a lancé un **plan d'urgence énergétique**, visant à accélérer la mise en service de **Nachtigal** et à rétablir le fonctionnement des centrales thermiques en panne.

○ B. Inflation et déficit commercial

L'inflation s'est établie à **5,3 % en janvier 2025**, dépassant la cible gouvernementale de **4 %**. Cette hausse est principalement attribuable à :

- **Une flambée des prix des denrées alimentaires (+8,1 %)**.
- **Une augmentation du coût des transports (+11,5 %)**, accentuée par la hausse des prix du carburant.

Le déficit commercial a, quant à lui, atteint **609,3 milliards de FCFA au troisième trimestre 2024**, sous l'effet d'une baisse des exportations et d'une hausse des importations de produits pétroliers raffinés et manufacturés.

2. La réunion des Chefs d'État de la CEMAC du 16 décembre 2024 : un tournant pour la gestion de la dette

Le 16 décembre 2024, les Chefs d'État de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) se sont réunis au Cameroun pour une session extraordinaire consacrée aux défis économiques de la sous-région. À cette occasion, ils ont réaffirmé leur engagement en faveur d'une meilleure coordination des politiques budgétaires et d'endettement, dans un contexte marqué par la persistance des déséquilibres macroéconomiques.

Les principales recommandations issues de cette réunion incluent :

○ A. Renforcement de la viabilité de la dette publique

- Encourager une **réduction progressive de la dépendance aux financements non concessionnels** pour limiter l'exposition aux risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt et du marché des devises.
- Mettre en place une **stratégie régionale de reprofilage de la dette**, en consolidant

les emprunts à des conditions plus favorables.

- Prioriser les **financements concessionnels** auprès des institutions multilatérales telles que la Banque mondiale, le FMI et la Banque africaine de développement (BAD).
 - **B. Optimisation des finances publiques et mobilisation des recettes internes**
- Accroître la **transparence budgétaire et l'efficacité de la gestion des dépenses publiques** pour renforcer la confiance des investisseurs.
- Intensifier la mobilisation des recettes fiscales grâce à **une lutte plus stricte contre la fraude et l'évasion fiscale**.
- Promouvoir **l'harmonisation fiscale au sein de la CEMAC**, afin de créer un environnement économique plus attractif et compétitif.
 - **C. Amélioration du cadre institutionnel et renforcement de la discipline budgétaire**
- Renforcer le rôle de la **Banque Centrale et des Trésors Publics** dans la régulation des politiques d'endettement.
- Établir un **mécanisme de surveillance des dettes souveraines** au sein de la CEMAC, permettant d'anticiper les risques de surendettement.
- Encourager les **États membres à limiter le recours aux emprunts commerciaux** à des conditions défavorables et à se concentrer sur les **projets à forte rentabilité économique**.

Les conclusions de cette réunion revêtent une importance capitale pour le Cameroun, qui devra aligner sa stratégie d'endettement avec les recommandations régionales pour garantir la soutenabilité de sa dette publique.

3. L'adoption de la loi de finances 2025 et la nouvelle stratégie d'endettement

La session parlementaire du quatrième trimestre 2024 a été dominée par **l'examen et l'adoption de la loi de finances 2025**, un texte structurant qui définit les priorités budgétaires et la trajectoire économique du pays pour l'année à venir.

Les principales orientations de cette loi de finances sont :

- **Une augmentation des investissements dans les infrastructures** (transport, énergie, eau), en cohérence avec les objectifs de croissance du pays.
- **Le renforcement des mesures de soutien aux populations vulnérables**, dans un contexte de hausse des prix persistante.
- **Une meilleure rationalisation des dépenses publiques**, afin d'améliorer l'efficacité des interventions de l'État.

La Stratégie d'endettement à Moyen Terme (SEMT) pour 2025-2027 ,

En cohérence avec les engagements souscrits aussi bien au niveau sous régional qu'international, vise une composition optimale de son portefeuille de dette qui repose sur deux axes : (i) satisfaire autant que possible aux moindres coûts et risques maîtrisés, les besoins de financement de l'État et ses obligations de paiement ; et (ii) faciliter le développement et le bon fonctionnement des marchés primaire et secondaire performants des titres publics domestiques.

Les cibles visées dans la SEMT 2025-2027, en cohérence avec le programme de convergence multilatérale de la sous-région CEMAC, devraient être les suivantes :

- Un ratio de dette publique et à garantie publique au plus égal à 50% du PIB ;
- Une composition du portefeuille de dette publique, de 75% de dette extérieure (dette libellée en devise), dont 25% de dette publique en Dollar US et, 25% de dette intérieure (dette libellée en FCFA) ;
- Une part de dette intérieure à court terme au plus égale à 10% ;
- Une part de dette à taux d'intérêt variable inférieure à 20% du portefeuille total de la dette publique (y compris les décaissements des SEND's) ;

Une maturité moyenne du portefeuille de la dette publique (Administration Centrale) d'au moins 12 ans, dont 05 ans pour la dette intérieure avec un taux d'intérêt moyen inférieur à 3,0%.

Cette stratégie vise à atténuer les risques de surendettement tout en assurant la disponibilité des ressources nécessaires au financement du développement national.

II. ENCOURS DE LA DETTE DU SECTEUR PUBLIC

Au **31 décembre 2024**, l'encours de la dette du secteur public (non consolidé) s'élève à **14 237 milliards de FCFA**, représentant **45,6% du PIB**. Bien que marquée par une **baisse de 0,7% sur un mois**, la dette publique enregistre une **hausse de 0,2% par rapport au trimestre précédent** et une progression notable de **7,8% en un an**. Cette dynamique, bien que modérée à court terme, s'inscrit dans une trajectoire maîtrisée, conforme aux orientations de la **Stratégie d'Endettement à Moyen Terme (2024-2026)**, qui vise un niveau de **50% du PIB** à l'horizon 2026, en dessous du seuil de critère de convergence sous régionale de 70% du PIB.

▪ Évolution et structure de la dette

L'architecture de la dette publique demeure largement dominée par l'**Administration Centrale**, qui en détient **92,6%**, suivie des **Entreprises Publiques (7,2%)** et des **Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD's) (0,08%)**.

▪ Dette de l'Administration Centrale : entre maîtrise et ajustements

L'encours de la dette directe de l'**Administration Centrale** atteint **13 187 milliards de FCFA**, soit **42,3% du PIB**, après la prise en compte de la dette flottante qui représente environ **1,3% du PIB**.

- En **glissement trimestriel**, une **hausse de 0,2%** est observée, traduisant le recours continu au financement pour soutenir les priorités stratégiques de l'État ;
- En **glissement annuel**, la progression est plus marquée (**+8,7%**), soulignant un renforcement des engagements budgétaires ;
- Toutefois, sur un mois, une **baisse de 0,7%** est enregistrée, en raison principalement du remboursement de la dette et d'une volonté d'assainissement des finances publiques.

En termes de composition, la dette de l'Administration Centrale se répartit comme suit :

- **66,4% de dette extérieure**, reflétant la dépendance aux financements internationaux ;
- **33,6% de dette intérieure**, intégrant les **Restes à Payer** de plus de trois mois et la dette flottante.

▪ Dette des Établissements et Entreprises Publiques : une stabilisation progressive

Avec un encours de **1 024 milliards de FCFA (3,3% du PIB)**, la dette des **Établissements et Entreprises Publics** affiche une **légère progression de 0,1% sur un mois** et de **0,6% sur un trimestre**. Toutefois, la **baisse annuelle de 2,7%** traduit un effort d'optimisation des engagements financiers de ces entités.

La répartition entre créanciers met en évidence :

- **48,2% de dette extérieure**, illustrant le rôle des bailleurs internationaux dans le financement des entreprises publiques ;
- **51,8% de dette intérieure**, soulignant une relative prédominance des ressources locales y compris une dette flottante non négligeable (représentant 36,7% de la dette intérieure des entités visées et 19% de la dette des dites entités).

▪ Dette des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD's) : Un suivi et une maîtrise encore perfectibles.

Au 31 décembre 2024, en plus de la dette des CTD's envers le FEICOM, l'encours de la dette recensée s'élève à environ **26 milliards de FCFA**. Parmi celle-ci, **60,8 % correspondent à une dette flottante identifiée en 2023**, qui demeure néanmoins partiellement maîtrisée.

Des efforts de recensement et de consolidation sont en cours, menés conjointement par le **Ministère de la Décentralisation et du Développement Local (MINDDEVEL)** et les Administrations compétentes en matière de suivi de l'endettement public.

En novembre dernier, la **CAA** a procédé à une **notification et un recensement de cette dette pour les exercices antérieurs à 2024**. Cette opération devrait se poursuivre d'ici la fin du semestre en cours afin d'établir une situation plus précise de la dette des CTD's à la clôture de l'année 2024.

- **Passifs conditionnels explicites : une maîtrise encore insuffisante**

Les **passifs conditionnels explicites de l'État** sont estimés à **4 899 milliards de FCFA**, soit **15,7 % du PIB**. Ce montant demeure stable par rapport au mois précédent, bien qu'il enregistre une légère baisse de **0,8 % sur un an**.

Ces engagements indirects, **quasi totalement issus des investissements réalisés sous Partenariats Public-Privé (PPP) (99,9 %)**, illustrent le rôle croissant des **financements collaboratifs** dans la stratégie nationale d'investissement. À l'inverse, la part **très marginale de la dette garantie par l'État (0,1 %)** reflète une approche prudente en matière d'octroi de garanties publiques.

Tableau I : Encours de la dette du secteur public

Rubriques	31 décembre 2023 **	31 janvier 2024 ***	29 février 2024 ***	31 Mars 2024 ***	30 avril 2024 ***	31 mai 2024 ***	30 juin 2024 ***	31 juillet 2024 ***	31 août 2024 ***	30 septembre 2024 ***	31 octobre 2024 ***	30 novembre 2024 ***	31 décembre 2024 ***
1. Dette extérieure	8 024	8 160	8 165	8 177	8 209	8 212	8 334	8 643	8 579	8 534	8 568	8 687	8 757
Multilatérale	3 983	4 009	4 026	4 064	4 099	4 090	4 148	4 224	4 224	4 215	4 251	4 299	4 327
<i>dont appuis budgétaires</i>	1 370	1 362	1 365	1 364	1 369	1 359	1 353	1 410	1 403	1 400	1 409	1 427	1 427
Bilatérale	3 085	3 065	3 048	3 020	3 022	3 010	3 086	2 986	2 941	2 919	2 943	2 997	3 055
<i>dont appuis budgétaires</i>	269	269	269	269	269	295	295	295	295	295	295	295	295
Commerciale	955	1 086	1 091	1 092	1 088	1 112	1 100	1 432	1 414	1 400	1 374	1 390	1 375
2. Dette intérieure	4 109	4 114	4 141	4 420	4 382	4 444	4 447	4 583	4 610	4 625	4 585	4 598	4 431
2.1. Dette intérieure (hors Restes à Payer et dette flottante)	3 486	3 491	3 518	3 518	3 480	3 622	3 624	3 644	3 654	3 669	3 607	3 621	3 677
Titres publics	1 815	1 838	1 849	1 865	1 848	1 944	1 971	1 920	1 918	1 955	1 904	1 919	1 988
Emprunt consolidé BEAC	577	577	577	577	577	577	577	577	577	577	577	577	577
Allocation de DTS (FMI-BEAC)	180	180	180	180	180	180	180	180	180	180	180	180	180
Dette structurée	862	844	859	843	823	868	844	879	892	870	859	857	866
Dette non structurée	53	53	53	53	53	52	52	88	88	88	88	87	67
2.2. Restes à payer de plus de 3 mois	162	162	162	441	441	361	361	478	495	495	516	516	342
2.3. Dette flottante de l'Administration Centrale	462	462	462	462	462	462	462	462	462	462	462	462	412
3. Dette Directe de l'Administration Centrale	12 133	12 274	12 306	12 597	12 591	12 656	12 781	13 226	13 190	13 160	13 153	13 285	13 187
<i>dont appui budgétaire total</i>	1 639	1 630	1 634	1 633	1 638	1 654	1 648	1 706	1 698	1 695	1 704	1 722	1 722
4. Dette des Entreprises et Etablissements publics	1 052	1 048	1 048	1 044	1 043	1 039	1 038	1 036	1 025	1 017,4	1 020	1 023	1 024
Dette extérieure directe des Entreprises et Etablissements publics	495	493	497	496	498	492	494	490	482	478	483	490	494
Dette intérieure auprès du système bancaire	363	360	356	353	351	352	349	352	348	345	342	339	336
Dette flottante des Entreprises et Etablissements publics	194	194	194	194	194	194	194	194	194	194	194	194	194
5. Dette des Collectivités Territoriales Décentralisées	26	26,0	26,0	26,0	26,0	26,0	26,0	26,0	26,0	26,0	26,0	26,0	26,0
Dette extérieure directe des CTD's	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D
Dette intérieure directe des CTD's	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
Dette flottante des CTD's	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16
6. Passifs conditionnels explicites de l'Etat	4 938	4 938	4 902	4 902	4 902	4 900	4 900	4 900	4 900	4 900	4 900	4 900	4 899
Dette avalisée	7	7	7	7	7	5	5	5	5	5	5	5	3
Partenariats Publics Privés	4 931	4 931	4 895	4 895	4 895	4 895	4 895	4 895	4 895	4 895	4 895	4 895	4 895
7. Total Dette Publique (non consolidée) (Secteur Public - hors passifs conditionnels) (3+4+5)	13 211	13 348	13 380	13 667	13 660	13 721	13 844	14 288	14 240	14 203	14 199	14 334	14 237

Source : CAA

- **Conclusion : Un endettement sous contrôle, mais des défis persistants dans la mise en œuvre des PPP**

L'analyse conjoncturelle du **dernier trimestre 2024** met en évidence une **stabilisation progressive de la dette publique**, soutenue par des **ajustements stratégiques**, notamment en matière d'**apurement des arriérés** et de **gestion des engagements des entreprises publiques**.

L'augmentation annuelle de la dette de l'**Administration Centrale** demeure contenue dans les **marges définies par la stratégie d'endettement**, garantissant ainsi une gestion prudente et cohérente avec les objectifs de soutenabilité. Parallèlement, le **recours aux Partenariats Public-Privé (PPP)** continue de structurer une part significative des engagements financiers de l'État, reflétant une volonté de diversification des sources de financement et appelle toutefois à plus de prudence.

Cependant, la mise en œuvre des **PPP au Cameroun reste marquée par des défis persistants**. La **faible maîtrise des risques liés à ces engagements** et le **suivi parfois insuffisant des obligations contractuelles** exposent l'État à des **passifs conditionnels imprévus**, susceptibles d'affecter la viabilité budgétaire à moyen et long terme. Ces limites nécessitent un **renforcement des mécanismes de gouvernance, de suivi et d'évaluation des projets PPP**, afin d'en maximiser les bénéfices tout en limitant les risques financiers pour les finances publiques.

Si ces défis sont relevés, le Cameroun devrait **préserver une trajectoire d'endettement soutenable**, tout en assurant les ressources nécessaires à son **développement économique et social**.

Encadré Dette Flottante

Suivant le Protocole d'Accord Technique entre le FMI et le Cameroun, la dette intérieure flottante comprend l'ensemble des engagements de l'État pour lesquels un service a été rendu par un partenaire public ou privé, mais n'ayant pas fait l'objet d'engagement budgétaire. Ces obligations comprennent les factures exigibles et non réglées aux entreprises publiques et privées, mais excluent la dette fiscale résultant des opérations de compensation de dette avec les entreprises publiques et de l'exécution des marchés publics sur les financements extérieurs, qui n'ont pas fait l'objet de prise en charge budgétaire pour insuffisance de crédit budgétaire.

Le stock final des arriérés de la dette flottante de l'Etat et de ses démembrements sur la période d'avant 2000, validé à l'issue de l'Audit commis par le Gouvernement s'élève à 671,7 milliards de FCFA. Il se décompose de la manière suivante :

Nature de la dette	Administrations Publiques Centrales	Collectivités Territoriales Décentralisées	Etablissements et Entreprises publics, Organismes de Mission de Service Public	Total
Dette salariale	303 340 435 778	-	-	303 340 435 778
Dette fiscal-douanière	77 588 115 717	151 341 041	138 121 113 335	215 860 570 093
Dette commerciale	69 541 649 949	14 670 497 147	37 469 145 465	121 681 292 561
Dette académique	-	-	15 689 664 657	15 689 664 657
Dette locative	9 080 317 328	2 495 000	1 990 000	9 084 802 328
Dette sociale	1 570 223 834	974 905 984	3 131 639 421	5 676 769 239
Indemnités	410 402 290	-	-	410 402 290
Montant global	461 531 144 896	15 799 239 172	194 413 552 878	671 743 936 946

Le schéma d'apurement s'exécute selon les principes suivants :

- Les dettes académique, sociale, locative et les indemnités au regard de leur spécificité sont totalement supportées par le budget de l'Etat en 2024 ;
- La dette commerciale, quant à elle fera l'objet de prise en charge partagée entre l'Etat et les entités débitrices au cours de trois (3) années (2024 à 2026) ;
- Le stock actuel de la dette salariale à apurer sur 2 ans (2024-2025) ;
- S'agissant de la dette fiscal-douanière, l'Etat accompagnera les entités publiques débitrices en prenant en charge la totalité du volume validé sur une période de 7 ans à compter de l'exercice budgétaire 2024 à travers un mécanisme budgétaire consacré dans une convention entre la Direction Générale du Budget et les administrations fiscales (DGI et DGD) ;
- La modalité d'apurement privilégiée reste le paiement direct par les crédits budgétaires, afin d'éviter l'accroissement de la dette publique et l'exposition des banques aux risques conséquents.

II.1 DETTE DIRECTE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

II.1.1. DETTE EXTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

- **Encours de la dette extérieure de l'Administration Centrale : une dynamique en hausse**

À fin décembre 2024, l'encours de la **dette extérieure de l'Administration Centrale** s'élève à **8 757 milliards de FCFA**, soit **28,1 % du PIB**. Ce niveau d'endettement illustre le **recours aux financements extérieurs** pour soutenir les besoins de développement, tout en maintenant un équilibre entre les différentes sources de financement.

Sur le plan évolutif, cette dette enregistre des **hausse successives de : +0,8 %** par rapport au mois précédent ; **+2,6 %** en glissement trimestriel et **+9,4 %** en glissement annuel.

- **Répartition de la dette extérieure**

En terme de répartition, la structure de la dette extérieure reste dominée par les financements multilatéraux et bilatéraux :

- **49,4 %** sous forme de **dette multilatérale**, contractée auprès d'institutions financières internationales, bénéficiant de conditions préférentielles ;
- **34,9 %** sous forme de **dette bilatérale**, issue d'accords de coopération avec des États partenaires ;
- **15,7 %** sous forme de **dette commerciale**, résultant d'émissions obligataires et de financements auprès d'institutions financières privées.

Cette répartition reflète une **diversification des sources de financement**, avec une prépondérance des prêts concessionnels, mais aussi une part non négligeable de **financements commerciaux**, nécessitant une gestion prudente pour assurer la soutenabilité de la dette.

▪ **La Dette Multilatérale : Un Soutien Structurant des Institutions Financières**

Avec un encours de **4 327 milliards de FCFA**, la dette multilatérale constitue la principale source de financement extérieur de l'État. Elle traduit une stratégie privilégiant des partenaires offrant des conditions financières avantageuses, telles que des taux d'intérêt modérés et des échéances longues.

Les **principaux créanciers multilatéraux** sont :

- **La Banque Mondiale (IDA et BIRD)**, qui détient **39,7% de la dette multilatérale**, soit **19,6% de la dette extérieure totale** ;
- **Le Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD et FAD)**, qui représente **25,5% de la dette multilatérale**, soit **12,6% de la dette extérieure totale** ;
- **Le Fonds Monétaire International (FMI)**, avec **21,3% de la dette multilatérale**, soit **10,6% de la dette extérieure totale (hors allocation des Droits de Tirages Spéciaux – DTS)**.

Ce portefeuille multilatéral témoigne du rôle essentiel joué par ces institutions dans l'accompagnement des politiques économiques et sociales du Cameroun.

▪ **La Dette Bilatérale : Un Financement Structuré par les Partenariats Internationaux**

D'un encours total de **3 055 milliards de FCFA**, la dette bilatérale repose sur des accords entre États, traduisant des relations de coopération économique et diplomatique. Deux partenaires majeurs se distinguent :

- **La Chine**, qui détient **67,1% de la dette bilatérale**, soit **23,4% de la dette extérieure totale**. Cette position dominante reflète un soutien financier significatif, principalement orienté vers le développement des infrastructures et des grands projets en cours ;
- **La France**, avec une part de **24,2% de la dette bilatérale**, représentant **8,4% de la dette extérieure totale**, traduisant une continuité dans la coopération financière entre les deux pays.

Tableau 2 : Encours de la dette extérieure

Rubriques	31 décembre 2023 **	31 janvier 2024 ***	29 février 2024 ***	31 Mars 2024 ***	30 avril 2024 ***	31 mai 2024 ***	30 juin 2024 ***	31 juillet 2024 ***	31 août 2024 ***	30 septembre 2024 ***	31 octobre 2024 ***	30 novembre 2024 ***	31 décembre 2024 ***
Multilatéral	3 983	4 009	4 026	4 064	4 099	4 090	4 148	4 224	4 224	4 215	4 251	4 299	4 327
BAD	653,9	660,0	657,9	655,7	664,6	665,5	671,5	673,4	676,2	671,3	677,4	678,5	683,4
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>	<i>166,2</i>	<i>166,2</i>	<i>166,7</i>	<i>166,7</i>	<i>166,7</i>	<i>167,0</i>	<i>167,1</i>	<i>167,2</i>	<i>167,3</i>	<i>167,4</i>	<i>167,4</i>	<i>167,5</i>	<i>167,8</i>
<i>appuis budgétaires COVID-19</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>
BADÉA	31,2	31,6	31,8	31,2	31,6	31,1	31,1	32,1	31,4	30,7	31,5	32,4	32,8
BDEAC	22,6	22,6	21,8	21,8	22,1	22,0	20,0	22,4	23,6	23,6	23,6	23,3	21,1
BID	419,4	423,0	425,2	424,7	427,6	425,2	422,6	422,2	421,2	421,6	425,0	431,2	430,8
BIRD	268,8	275,6	280,7	310,4	317,6	313,9	313,9	314,1	317,4	318,7	321,9	317,9	328,0
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>	<i>8,8</i>	<i>8,9</i>	<i>9,0</i>	<i>9,0</i>	<i>9,1</i>	<i>8,9</i>	<i>9,0</i>	<i>9,0</i>	<i>8,8</i>	<i>8,7</i>	<i>8,9</i>	<i>9,2</i>	<i>9,4</i>
FAD	409,5	414,0	413,1	412,2	413,9	411,2	413,2	413,9	410,2	407,8	410,1	417,2	422,0
FIDA	61,9	62,2	63,4	63,1	63,3	62,7	65,3	65,3	64,6	64,1	65,5	66,7	68,1
FMI	871,2	861,3	863,6	862,7	866,9	858,0	850,5	908,7	902,5	899,7	907,4	923,7	921,9
<i>dont appuis budgétaires PEF 2017-2020</i>	<i>308,8</i>	<i>296,0</i>	<i>296,8</i>	<i>296,5</i>	<i>297,9</i>	<i>294,8</i>	<i>285,0</i>	<i>270,7</i>	<i>268,9</i>	<i>268,0</i>	<i>270,3</i>	<i>275,2</i>	<i>266,7</i>
<i>appuis budgétaires COVID-19</i>	<i>220,6</i>	<i>221,7</i>	<i>222,3</i>	<i>222,1</i>	<i>223,1</i>	<i>220,8</i>	<i>221,8</i>	<i>221,9</i>	<i>220,4</i>	<i>219,7</i>	<i>221,6</i>	<i>225,6</i>	<i>227,9</i>
<i>appuis budgétaires FCE-PEF 2021-2023</i>	<i>114,0</i>	<i>114,5</i>	<i>114,8</i>	<i>114,7</i>	<i>115,3</i>	<i>114,1</i>	<i>114,6</i>	<i>129,4</i>	<i>128,6</i>	<i>128,2</i>	<i>129,3</i>	<i>131,6</i>	<i>132,9</i>
<i>appuis budgétaires MEDC-PEF 2021-2023</i>	<i>227,9</i>	<i>229,1</i>	<i>229,7</i>	<i>229,5</i>	<i>230,6</i>	<i>228,2</i>	<i>229,2</i>	<i>258,9</i>	<i>257,1</i>	<i>256,3</i>	<i>258,5</i>	<i>263,2</i>	<i>265,9</i>
<i>appuis budgétaires FRD 2024-2025</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>27,7</i>	<i>27,5</i>	<i>27,5</i>	<i>27,7</i>	<i>28,2</i>	<i>28,5</i>
FS OPEP	8,3	8,4	8,4	8,4	7,8	7,3	7,3	7,2	7,0	6,9	6,4	6,2	6,3
IDA	1 206,6	1 219,9	1 230,7	1 244,8	1 254,3	1 264,8	1 325,4	1 337,7	1 343,1	1 343,7	1 356,1	1 376,8	1 387,8
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>	<i>243,2</i>	<i>244,1</i>	<i>244,5</i>	<i>244,6</i>	<i>245,3</i>	<i>244,3</i>	<i>244,9</i>	<i>244,4</i>	<i>243,1</i>	<i>242,7</i>	<i>244,1</i>	<i>245,8</i>	<i>247,1</i>
UE	29,9	29,9	29,9	29,2	29,0	28,1	27,2	27,2	27,2	26,6	26,3	25,6	24,6
Bilatéral	3 085	3 065	3 048	3 020	3 022	3 010	3 086	2 986	2 941	2 919	2 943	2 997	3 055
ALLEMAGNE	15,3	15,3	15,3	15,7	15,9	15,9	15,0	15,1	15,1	15,1	15,1	15,2	14,5
Belgique	7,0	7,0	7,0	7,0	7,0	7,0	6,8	6,8	6,8	6,8	6,8	6,8	5,8
Espagne	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,7
FRANCE	775,4	779,9	779,9	772,5	754,4	781,8	769,2	768,9	769,6	763,5	745,9	744,2	738,4
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>	<i>268,9</i>	<i>268,9</i>	<i>268,9</i>	<i>268,9</i>	<i>268,9</i>	<i>295,2</i>	<i>295,2</i>	<i>295,2</i>	<i>295,2</i>	<i>295,2</i>	<i>295,2</i>	<i>295,2</i>	<i>295,2</i>
<i>dont C2D</i>	<i>25,2</i>	<i>25,2</i>	<i>25,2</i>	<i>25,2</i>	<i>18,5</i>	<i>18,5</i>	<i>18,5</i>	<i>18,5</i>	<i>18,5</i>	<i>18,5</i>	<i>12,0</i>	<i>12,0</i>	<i>12,0</i>
JAPON	34,5	34,2	33,5	33,9	32,9	32,4	34,1	35,7	36,4	36,6	36,6	39,4	38,0
NORVEGE (EKSPORTKREDITT NORGE SA)	17,3	17,3	17,3	17,3	17,3	17,3	15,1	15,1	15,1	15,1	15,1	15,1	12,9
SUISSE	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,2
ARABIE SAOUDITE	7,6	7,5	7,6	7,2	7,3	7,2	7,3	7,0	6,8	6,4	6,6	6,8	6,9
CHINE	3,1	3,2	3,1	3,1	3,2	3,1	3,1	3,1	3,1	3,1	3,1	3,1	3,2
COREE DU SUD	46,8	46,6	46,9	46,7	46,3	45,1	45,5	45,1	45,1	45,3	45,1	45,9	44,5
EXIMBANK DE CHINE	2 027,6	2 001,1	1 989,0	1 970,9	1 989,7	1 956,0	2 043,7	1 944,2	1 909,7	1 892,8	1 930,9	1 980,6	2 047,5
EXIMBANK TURQUE	61,7	62,6	57,3	57,4	58,0	57,0	57,6	57,2	50,4	50,0	51,2	52,7	53,8
INDE	77,0	78,3	79,3	76,7	77,6	76,5	77,8	77,2	72,9	74,3	76,0	77,2	79,5
KOWEÏT	10,7	10,8	10,6	10,6	10,7	10,0	10,1	10,1	9,7	9,7	9,8	10,1	9,7
Commercial	955	1 086,1	1 090,6	1 092,5	1 088,2	1 111,5	1 099,8	1 432,5	1 413,7	1 400,2	1 374,5	1 390,5	1 375,2
AFRICAN EXPORT IMPORT BANK	50,4	182,2	182,5	196,8	197,8	197,0	201,2	200,8	199,8	199,5	202,5	203,8	210,9
Bank of China	86,0	87,2	80,3	77,4	78,4	77,0	77,8	77,3	68,2	64,9	66,4	68,3	69,8
Belfius	49,4	49,4	49,7	46,9	46,9	46,3	46,3	46,3	46,0	46,0	43,1	42,6	42,6
BMCE Bank	7,8	7,8	7,8	5,6	5,6	5,6	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3	2,3
CDS group privée Nouvelle Zelande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CITI GROUP	-	-	-	-	-	-	-	333,5	326,2	323,9	331,4	341,1	348,3
Commercial-eurobond	511,1	511,1	511,1	511,1	511,1	511,1	511,1	511,1	511,1	511,1	480,2	480,2	480,2
<i>dont Eurobond 2015</i>	<i>61,8</i>	<i>61,8</i>	<i>61,8</i>	<i>61,8</i>	<i>61,8</i>	<i>61,8</i>	<i>61,8</i>	<i>61,8</i>	<i>61,8</i>	<i>61,8</i>	<i>61,8</i>	<i>61,8</i>	<i>61,8</i>
<i>Eurobond 2021</i>	<i>449,3</i>	<i>449,3</i>	<i>449,3</i>	<i>449,3</i>	<i>449,3</i>	<i>449,3</i>	<i>449,3</i>	<i>449,3</i>	<i>449,3</i>	<i>449,3</i>	<i>449,3</i>	<i>449,3</i>	<i>449,3</i>
Commerz bank Allemagne	24,2	24,6	24,8	24,8	25,1	24,6	21,4	21,2	20,7	20,6	21,1	21,7	18,4
Deutsche banque Espagne	18,1	16,1	16,1	16,1	15,0	16,0	17,0	16,0	16,0	16,0	16,6	24,7	24,7
Inter Islamic trade Finance Corporation	33,7	33,0	43,5	43,5	33,7	64,5	47,9	43,2	43,0	39,3	35,6	26,4	5,3
INTESA SANPAOLO SPA	48,3	48,3	48,3	45,9	45,9	45,9	49,5	49,5	49,5	46,4	46,4	46,4	42,7
Raiffeisen Bank Inter AG	5,1	5,1	5,1	5,1	5,1	5,1	5,0	5,0	5,0	5,0	4,9	4,9	4,8
SOCIETE GENERALE NEW YORK - EXIM BANK US	20,0	20,3	20,4	18,8	19,0	17,6	17,8	17,7	17,3	17,2	16,0	16,5	15,7
Standard Chartered Londres	100,9	100,9	100,9	100,3	104,5	100,6	100,6	106,6	106,6	106,0	106,0	109,6	109,6
Total Général	8 024	8 160	8 165	8 177	8 209	8 212	8 334	8 643	8 579	8 534	8 568	8 687	8 757

Source : CAA

▪ La Dette Commerciale : Un Financement de Marché à Surveiller

Représentant **1 375,2 milliards de FCFA**, la **dette commerciale** regroupe des emprunts contractés sur les marchés financiers ou auprès d'institutions privées. Elle se compose principalement de :

- **Eurobonds émis en 2015 et 2021**, représentant **34,9% de la dette commerciale**, soit **5,5% de la dette extérieure totale** ;
- **Financements contractés auprès d'AFRICAN EXPORT-IMPORT BANK**, qui détient **15,5% de la dette commerciale**, soit **2,4% de la dette extérieure totale**.

Bien que cette catégorie de dette offre une plus grande flexibilité en termes de mobilisation des ressources, elle implique également un coût plus élevé, nécessitant une gestion rigoureuse pour limiter les charges d'intérêt et assurer une soutenabilité budgétaire à moyen terme. Aussi, les paiements des échéances de dette devraient se faire à bonne date.

II.1.2. DETTE EXTERIEURE RETROCEDEE PAR L'ETAT AUX ENTITES PUBLIQUES

À fin décembre 2024, l'encours de la **dette rétrocédée** s'établit à **934,8 milliards de FCFA**, soit **3,0% du PIB**. Cette dette, résultant du processus de rétrocession des financements extérieurs aux établissements publics, constitue un levier important pour le financement de leurs projets stratégiques et d'investissements structurants.

Sur un **montant global engagé de 1 518 milliards de FCFA**, la dette rétrocédée est répartie entre **11 entreprises publiques bénéficiaires**. Elle représente **7,1% de la dette directe de l'Administration Centrale**.

Cet encours enregistre :

- **Une hausse mensuelle de 0,2%**, traduisant de nouveaux décaissements ou des réajustements des engagements financiers ;
- **Une évolution trimestrielle de 1,1%**, indiquant une tendance progressive d'accroissement ou d'amortissement de la dette au cours du dernier trimestre ;
- **Une progression annuelle de 2,4%**, soulignant l'augmentation des engagements rétrocédés sur un an.

Cette dynamique reflète à la fois la **poursuite des décaissements en faveur des entreprises publiques** et la **gestion progressive du stock de dette rétrocédée**.

Tableau 3 : Encours de la dette publique rétrocedée

N° d'ordre	Structure bénéficiaire	Nom du projet	Bailleurs	Date de signature de l'accord de financement	Devise	Montant du financement en devise	Montant du financement	Encours au 31/12/2023	Encours au 31/12/2024
								Montants en milliards de FCFA	
1	CAMWATER	Projet d'adduction d'eau potable de Douala	EXIMBANK China	13/11/2007	CNY	171 000 000.00	14	5.8	4.7
2	CAMWATER	PDUE	IDA	15/11/2007	XDR	10 900 000.00	9	36.1	36.5
3	CAMWATER	PAEPA - MSU	FAD	13/05/2009	FUA	29 440 000.00	24	22.1	22.6
4	CAMWATER	Projet d'adduction d'eau potable de Douala Phase 2	Eximbank China	05/11/2009	USD	97 130 000.00	57	31.6	28.5
5	CAMWATER	Projet de Renforcement et d'Amélioration de l'Alimentation en Eau Potable dans 52 Centres (1ère tranche).	DEXIA	07/12/2009	EUR	10 537 343.00	7	-	-
6	CAMWATER	Projet de reconstruction d'une station de traitement d'eau potable à Yaoundé et remise en état et extension des réseaux et des infrastructures de transport et de distribution d'eau potable à Yaoundé, Edéa, Bertoua et Ngaoundéré	BEI	30/12/2009	EUR	40 000 000.00	26	7.1	5.2
7	CAMWATER	Projet de Renforcement et d'Amélioration de l'Alimentation en Eau Potable dans 52 Centres (2 et 3 ère tranche) (8 villes et centre de LIMBE).	DEXIA	11/01/2011	EUR	17 042 079.90	11	-	0.0
8	CAMWATER	PDUE Financement additionnel	IDA	29/12/2010	XDR	8 345 604.66	7	6.2	6.2
9	CAMWATER	Projet de Renforcement et d'Amélioration de l'Alimentation en Eau Potable dans 52 Centres (4ème tranche).	DEXIA	16/03/2012	EUR	11 457 250.29	8	1.4	0.7
10	CAMWATER	Projet d'alimentation en eau potable de neuf villes (Phase 1 Bafoussam, Bamenda, Kribi et Sangmélina)	Eximbank China	30/10/2013	CNY	1 059 000 000.00	89	72.9	68.4
11	CAMWATER	Projet de Renforcement et d'Amélioration de l'Alimentation en Eau Potable dans 52 Centres (5ème tranche).	DEXIA	13/02/2014	EUR	14 050 311.68	9	3.4	2.4
12	CAMWATER	Densification des réseaux d'eau potable dans 11 villes au Cameroun	BELFIUS	25/07/2014	EUR	21 211 755.54	14	7.0	5.8
13	CAMWATER	Projet de réhabilitation de 14 systèmes d'eau potable	Belfius	27/10/2015	EUR	44 556 000.00	29	18.8	16.4
14	CAMWATER	Adduction en eau potable à Meyomessalla, Nkongssamba, Melong	Eksportkredit Norge	13/01/2017	EUR	57 525 400.00	38	17.3	12.9
15	CAMWATER	Projet d'adduction en eau potable 9 villes Phase 2	Eximbank Chine	22/03/2018	CNY	594 000 000.00	50	-	15.5
Total CAMWATER							392	229.6	225.6
16	CAMTEL	CDMA	EXIMBANK China	31/01/2007	CNY	350 000 000.00	29	8.9	6.6
17	CAMTEL	Backbone	EXIMBANK China	08/07/2009	USD	52 050 000.00	31	16.9	15.2
18	CAMTEL	National BroadBand Network	EXIMBANK China	19/07/2012	USD	168 300 000.00	99	72.0	68.2
19	CAMTEL	Backbone Expansion	EXIMBANK China	22/01/2015	CNY	513 000 000.00	43	36.5	34.5
20	CAMTEL	National BroadBand Network Phase 2	EXIMBANK China	08/12/2015	USD	337 121 984.15	199	177.8	174.9
TOTAL CAMTEL							402	312.1	299.4
21	SODECOTTON	Projet de développement coton et cultures (PDICV)	BID	04/04/2012	EUR	11 390 000.00	7	4.8	4.7
22	SODECOTTON	Financement de la campagne cotonnière 2018/2019	ITFC	27/12/2018	EUR	98 000 000.00	64	-	-
23	SODECOTTON	Financement de la campagne cotonnière 2019/2020	ITFC				64	35.5	22.3
24	SODECOTTON	Financement du projet d'importation d'engrais	BADEA	27/12/2018	USD	25 000 000.00	15	0.4	0.5
25	SODECOTTON	Financement de la modernisation des huileries de la SODECOTON	BADEA	28/12/2018	USD	10 000 000.00	6	-	-
TOTAL SODECOTTON							157	40.7	27.5
26	CNIC	Construction du Yard Pétrolier de Limbe	BADEA	22/02/2001	USD	12 000 000.00	7	2.2	1.8
27	CNIC	Construction du Yard Pétrolier de Limbe	ING	25/08/2004	EUR	14 963 685.50	10	-	-
28	CNIC	Construction du Yard Pétrolier de Limbe	BADEA	12/05/2009	USD	6 000 000.00	4	2.1	2.1
TOTAL CNIC							21	4.3	3.9
29	EDC	Projet de construction du barrage de Lom Pangar	AFD	31/07/2012	EUR	60 000 000.00	39	38.0	35.4
30	EDC	Projet de construction du barrage de Lom Pangar	BEI	07/09/2012	EUR	30 000 000.00	20	11.4	10.1
31	EDC	Projet de construction du barrage de Lom Pangar	IDA	31/07/2012	XDR	85 200 000.00	68	64.0	64.7
32	EDC	Projet Asst Technique pour le développement de l'Hydroélectricité de la Sanaga	IDA	28/02/2019	EUR	13 700 000.00	9	3.5	5.6
33	EDC	Projet Asst Technique pour le développement de l'Hydroélectricité de la Sanaga	IDA	28/02/2019	EUR	11 200 000.00	7	2.7	4.5
TOTAL EDC							144	119.5	120.3
34	CAMPOST	E-POST	EXIMBANK China	21/07/2011	CNY	433 000 000.00	36	24.0	21.9
35	SIC	1500 Logements sociaux	EXIMBANK China	12/01/2011	CNY	450 000 000.00	38	24.3	22.0
36	CCAA	PDST AERIEN	IBRD	20/04/2017	EUR	46 363 447.00	30	63	85
37	SONATREL	Projet de relise à niveau de réseau de transport d'électricité	IBRD	07/06/2017	EUR	291 100 000.00	191	91.8	128.6
38	SONARA	Projet d'importation du pétrole brut *	ITFC	19/02/2018	EUR	68 000 000.00	45	0.0	0.0
39	SONARA	Projet d'importation du petrole par la SONARA*	ITFC	31/12/2021	EUR	83 500 000.00	55	-	-
40	ALUCAM	Financement mourabaha pour l'achat d'alumine et autres patieres premiere	ITFC	29/05/2023	USD	15 000 000.00	9	3.7	0.6
TOTAL EMPRUNTS RETROCEDES							1 518	912.8	934.8

Source : CAA

II.1.3. DETTE INTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

- **Encours de la dette intérieure : une pression persistante nécessitant une gestion proactive**

Au **31 décembre 2024**, l'encours de la **dette intérieure** s'élève à **4 431 milliards de FCFA**, soit **14,2 % du PIB**.

- **Une structure marquée par des engagements non structurés**

Cette dette se compose de :

- **83 % de dette hors Restes à Payer et dette flottante**, constituant la majeure partie des engagements intérieurs ;
- **7,7 % de Restes à Payer de plus de 3 mois**, traduisant des engagements budgétaires non encore honorés dans les délais réglementaires ;
- **9,3 % de dette flottante**, recensée en 2023 mais portant sur des engagements antérieurs à 2020.

II.1.3.1. ENCOURS DE LA DETTE INTERIEURE HORS RESTES A PAYER ET DETTE FLOTTANTE

Au **31 décembre 2024**, l'encours de la **dette intérieure de l'Administration Centrale (hors Restes à Payer et dette flottante)** est évalué à **3 677,4 milliards de FCFA**, soit **11,8% du PIB**.

Cet encours connaît les évolutions suivantes :

- **+1,6% par rapport à novembre 2024**, traduisant une augmentation des engagements domestiques ;
- **+0,2% en glissement trimestriel**, indiquant une stabilisation progressive des financements intérieurs ;
- **+5,5% par rapport à décembre 2023**, soulignant une dynamique de croissance de la dette intérieure sur l'année.

La structure de cette dette intérieure se répartit ainsi qu'il suit :

- **54,1% sous forme de titres publics**, mobilisés via des émissions obligataires et bons du Trésor ;
- **23,5% de dette structurée**, résultant d'accords financiers spécifiques ;
- **15,7% de dette consolidée auprès de la BEAC**, reflétant le rôle de la banque centrale dans le financement domestique ;
- **1,8% de dette non structurée**, correspondant aux engagements ponctuels et autres financements, ne disposant pas d'échéancier de remboursement précis.

Tableau 4 : Encours de la dette intérieure hors Restes à Payer et dette flottante

Rubriques	31 décembre 2023 **	31 janvier 2024 ***	29 février 2024 ***	31 Mars 2024 ***	30 avril 2024 ***	31 mai 2024 ***	30 Juin 2024 ***	31 Juillet 2024 ***	31 août 2024 ***	30 septembre 2024 ***	31 octobre 2024 ***	30 novembre 2024 ***	31 décembre 2024 ***
Titres Publics	1 814.5	1 837.6	1 849.1	1 865.2	1 848.0	1 943.9	1 970.8	1 919.8	1 917.7	1 955.0	1 904.0	1 919.0	1 987.7
Bons de Trésor Assimilable	419.2	442.3	439.9	447.8	430.6	429.0	502.9	451.9	449.8	467.6	458.5	461.9	496.5
OTA	984.1	984.1	998.0	1 006.2	1 006.2	1 103.7	1 056.7	1 056.7	1 056.7	1 076.3	1 034.3	1 045.9	1 080.0
OTA 2 ans	62.8	62.8	76.7	76.7	76.7	76.7	76.7	76.7	76.7	76.7	76.7	76.7	76.7
OTA 3 ans	45.0	45.0	45.0	53.2	53.2	53.2	53.2	53.2	53.2	53.2	53.2	64.8	98.9
OTA 4 ans	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	205.8	205.8	205.8	205.8	225.4	183.4	183.4	183.4
OTA 5 ans	603.2	603.2	603.2	603.2	603.2	514.9	442.9	442.9	442.9	442.9	442.9	442.9	442.9
OTA 6 ans	105.6	105.6	105.6	105.6	105.6	105.6	130.6	130.6	130.6	130.6	130.6	130.6	130.6
OTA 7 ans	72.7	72.7	72.7	72.7	72.7	72.7	72.7	72.7	72.7	72.7	72.7	72.7	72.7
OTA 10 ans	74.9	74.9	74.9	74.9	74.9	74.9	74.9	74.9	74.9	74.9	74.9	74.9	74.9
OT	411.2	411.2	411.2	411.2	411.2	411.2	411.2	411.2	411.2	411.2	411.2	411.2	411.2
ECMR 6.25% 2022-2029	235.0	235.0	235.0	235.0	235.0	235.0	235.0	235.0	235.0	235.0	235.0	235.0	235.0
ECMR 2023 - multitranches	176.200	176.2	176.2	176.2	176.2	176.2	176.2	176.2	176.2	176.2	176.2	176.2	176.2
Emprunt consolidé BEAC	576.9	576.9	576.9	576.9	576.9	576.9	576.9	576.9	576.9	576.9	576.9	576.9	576.9
Allocation de DTS (FMI-BEAC)	180.0	180.0	180.0	180.0	180.0	180.0	180.0	180.0	180.0	180.0	180.0	180.0	180.0
Dette Structurée	861.8	843.6	859.0	843.0	822.7	868.4	844.4	879.0	891.8	869.6	858.8	857.3	865.5
Dette Structurée Bancaire	333.7	325.5	316.3	302.0	289.8	310.5	290.2	301.7	296.5	281.0	272.8	270.9	281.0
Dette Bancaire Titrisée	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7
ECOBANK	26.8	26.8	25.6	25.6	23.8	22.6	22.6	22.6	21.3	19.6	19.6	19.6	19.6
PLANUT 1	4.6	4.6	4.6	4.6	4.6	4.6	4.6	4.6	4.6	4.6	4.6	4.6	4.6
PLANUT 2	22.0	22.0	20.8	20.8	19.0	17.8	17.8	17.8	16.5	14.8	14.8	14.8	14.8
PLANUT 2 - substitue BGFI - tranche A	6.3	6.3	5.0	5.0	5.0	3.8	3.8	3.8	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5
PLANUT 2 - substitue BGFI - tranche B	15.8	15.8	15.8	15.8	14.0	14.0	14.0	14.0	14.0	12.3	12.3	12.3	12.3
SIC-COFFOR	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
BGFI	11.0	9.5	9.0	8.2	7.5	6.4	6.4	6.4	6.4	5.3	5.3	5.3	5.3
PLANUT	6.7	5.7	5.7	5.7	5.7	4.6	4.6	4.6	4.6	3.4	3.4	3.4	3.4
STADE JAPOMA	4.3	3.8	3.3	2.6	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8
Banque Atlantique Cameroun (PLANUT)	213.5	207.5	200.0	196.1	191.1	214.1	204.7	204.7	200.8	188.2	184.3	182.3	184.2
PLANUT	50.5	46.5	42.5	38.6	34.6	30.7	26.7	22.8	18.8	14.8	10.9	10.9	10.9
Cession de créance GREEN OIL	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cession de créance PAD	69.8	69.8	66.3	66.3	66.3	66.3	62.8	62.8	59.2	59.2	59.2	59.2	
Cession de créance PAD 2024	-	-	-	-	-	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	21.0	22.0
Cession de créance PAK 2021	18.9	16.9	16.9	16.9	16.9	16.9	16.9	16.9	13.8	13.8	13.8	13.8	
Cession de créance PAK 2022	23.3	23.3	23.3	23.3	22.3	20.2	20.2	20.2	20.2	20.2	20.2	20.2	
Cession de créance PAK 2024	-	-	-	-	-	9.0	9.0	9.0	9.0	9.0	10.0	11.0	
Cession de créance CAMTEL	24.0	24.0	24.0	24.0	24.0	24.0	22.1	22.1	22.1	20.2	20.2	20.2	
Cession de créance CSPH	27.0	27.0	27.0	27.0	27.0	27.0	27.0	27.0	27.0	27.0	27.0	27.0	
Cession de créance CDC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5.0
UBA	2.0	2.0	2.0	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
STADE OLEMBE	2.0	2.0	2.0	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
CCA BANK	6.9	6.9	6.9	6.9	5.9	5.9	5.9	17.4	17.4	17.4	16.3	16.3	16.3
Cession de créance CSPH	-	-	-	-	-	-	-	11.4	11.4	11.4	11.4	11.4	11.4
FCP coût résiduel achèvement Stade OLEMBE	6.9	6.9	6.9	6.9	5.9	5.9	5.9	5.9	5.9	5.9	4.9	4.9	
CREDIT FONCIER	25.9	25.2	25.2	24.7	24.2	24.2	24.2	24.2	24.2	24.2	24.2	24.2	24.2
LOGEMENTS SOCIAUX	9.5	8.9	8.9	8.9	8.9	8.9	8.9	8.9	8.9	8.9	8.9	8.9	
SIC ETAT SIEGE	16.3	16.3	16.3	15.8	15.3	15.3	15.3	15.3	15.3	15.3	15.3	15.3	
SCB	7.3	7.3	7.3	7.3	7.3	7.3	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	4.8
Pénetrante Est Douala	7.3	7.3	7.3	7.3	7.3	7.3	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	
SOCIETE GENERALE CAMEROUN	38.6	38.6	38.6	31.3	28.0	28.0	18.5	18.5	18.5	18.5	15.2	15.2	24.7
Cession de créances ENFO 2020	15.5	15.5	15.5	11.4	8.2	8.2	4.9	4.9	4.9	4.9	4.9	4.9	
Cession de créances ENFO 2021 - Pool de 6 banques	18.6	18.6	18.6	15.4	15.4	15.4	11.3	11.3	11.3	11.3	8.0	8.0	
Cession de créances TOTAL CAMEROUN	4.5	4.5	4.5	4.5	4.5	4.5	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	
Cession de créances NEPTUNE OIL	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Cession de créance CDC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15.0
Dette structurée non bancaire	528.05	518.11	542.6	541.0	532.9	558.0	554.2	577.3	595.3	588.6	586.0	586.5	584.5
Dette titrisée	38.54	35.06	34.75	34.73	30.66	27.42	26.11	26.11	46.11	40.53	40.53	40.53	40.53
Dette croisée et B.T.P titrisée	38.5	35.1	34.7	34.7	30.7	27.4	26.1	26.1	46.1	40.5	40.5	40.5	
Droits sociaux ex CAMAIR (16/09/08)	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	
Droits sociaux ex BIAOC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
PAD	20.0	20.0	20.0	20.0	18.5	18.5	18.5	18.5	18.5	18.5	18.5	18.5	
SONARA	17.3	13.8	13.5	13.5	10.9	7.7	6.4	6.4	6.4	6.4	6.4	6.4	
CFHEC	-	-	-	-	-	-	-	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	
Dette non titrisée	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	
Dette B.T.P non titrisée	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	
Dette vis-à-vis des Ent. Publ. et Parapubliques	429.20	424.02	427.79	426.17	423.54	451.85	449.35	473.49	471.49	470.36	469.36	470.36	469.36
CNPS	132.2	132.2	132.2	132.2	132.2	132.2	132.2	156.4	156.4	156.4	156.4	156.4	
Anciennes conventions	69.6	69.6	69.6	69.6	69.6	69.6	69.6	69.6	69.6	69.6	69.6	69.6	
Immeuble ministériel - CNPS	4.7	4.7	4.7	4.7	4.7	4.7	4.7	4.7	4.7	4.7	4.7	4.7	
Avance de trésorerie N°1	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	
Avance de trésorerie N°2	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	
Avance de trésorerie N°3	2.9	2.9	2.9	2.9	2.9	2.9	2.9	2.9	2.9	2.9	2.9	2.9	
Avance de trésorerie N°4	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	
Reprise de dette CDC	-	-	-	-	-	-	-	24.1	24.1	24.1	24.1	24.1	
ALLUCAM	2.95	2.9	2.9	2.9	2.9	2.9	2.9	2.9	2.9	2.9	2.9	2.9	
PAD	2.5	2.5	2.5	1.9	1.3	29.0	29.0	29.0	29.0	28.4	28.4	29.4	
Paiement guichet DCTCFM	2.5	2.5	2.5	1.9	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	0.6	0.6	0.6	
Convention N°5 dettes croisées Etat-PAD	-	-	-	-	-	27.8	27.8	27.8	27.8	27.8	27.8	28.8	
PAK	-	1.8	6.1	6.1	6.1	7.6	7.6	7.6	7.6	7.6	7.6	7.6	
CAMTEL	175.2	172.2	172.2	172.2									

II.1.3.2. RESTES A PAYER

- **Dynamique des Restes à Payer (RAP) : Entre apurement des engagements et maîtrise des nouvelles dépenses**

L'encours total des **Restes à Payer (RAP)** affiche une **baisse de 8,6 % en glissement annuel**, témoignant des efforts engagés en matière de **régularisation et d'apurement des engagements budgétaires** tout au long de l'année 2024.

Toutefois, les **RAP de plus de 3 mois**, intégrés dans l'encours de la **dette publique**, connaissent une **hausse significative**. Leur montant atteint **341,7 milliards de FCFA à fin décembre 2024**, contre **161,5 milliards de FCFA en décembre 2023**, soit une **augmentation de 111,5 % sur un an**. Cette augmentation des Restes à Payer de plus de 3 mois s'explique également par le non décaissements des appuis budgétaires attendus au dernier trimestre 2024 dans le cadre des programmes en cours avec le FMI.

- **Un double défi pour la gestion budgétaire**

Cette évolution met en évidence deux enjeux majeurs :

1. **L'apurement progressif des engagements passés**, afin de **réduire l'accumulation des arriérés budgétaires** et de préserver la soutenabilité des finances publiques ;
2. **Une gestion optimale de la trésorerie** ;
3. **Un contrôle plus rigoureux des nouvelles dépenses**, afin de **limiter l'aggravation du stock de RAP** et d'assurer une **exécution budgétaire optimale**.

- **Vers une approche plus structurée des RAP**

Pour éviter que l'accumulation des RAP ne compromette la gestion budgétaire, il est essentiel de :

- **Accélérer l'apurement des engagements anciens**, en adoptant une approche mieux planifiée et en allouant des ressources spécifiques à cet effet ;
- **Renforcer les mécanismes de suivi et de régulation des engagements budgétaires**, pour assurer un alignement strict entre les autorisations de dépenses et les capacités réelles de paiement ;
- **Envisager des solutions de structuration financière**, afin de transformer ces engagements en instruments mieux adaptés à la gestion de la dette publique.

- **Solutions de structuration financière : une approche pour garantir la viabilité de la dette**

Dans cette optique, plusieurs stratégies peuvent être mises en œuvre :

- **Une gestion proactive des liquidités**, pour limiter le recours excessif aux engagements à court terme, qui augmentent le **risque de surendettement** et accentuent les difficultés de trésorerie ;
- **La titrisation des RAP si nécessaire**, permettant de convertir ces engagements en titres financiers négociables, offrant ainsi une solution de financement à court et moyen terme ;
- **Le rachat de la dette à court terme**, accompagné d'un **rallongement de la maturité**, afin d'étaler les paiements sur une période plus longue et d'atténuer les tensions sur la trésorerie de l'État ;
- **La transformation des RAP en dette consolidée**, avec des échéances connues et intégrées dans le cadrage macroéconomique et budgétaire, garantissant ainsi une meilleure prévisibilité.

Une approche structurée de la gestion des RAP et de la dette intérieure est donc essentielle pour garantir **la viabilité des finances publiques**, tout en prévenant les risques liés aux **problèmes de liquidité et aux déséquilibres budgétaires**.

Tableau 5 : Encours des Restes à Payer

Libellé	31 décembre 2023 **	31 janvier 2024 ***	29 février 2024 ***	31 Mars 2024 ***	30 avril 2024 ***	31 mai 2024 ***	30 juin 2024 ***	31 juillet 2024 ***	31 août 2024 ***	30 septembre 2024 ***	31 octobre 2024 ***	30 novembre 2024 ***	31 décembre 2024 ***
Montants en milliards de FCFA													
Restes à Payer de plus de trois mois	161.5	161.5	161.5	440.5	440.5	360.8	360.8	477.9	494.6	494.6	515.7	515.7	341.7
BIENS ET SERVICES	46.0	46.0	46.0	136.2	136.2	101.5	101.5	134.6	113.9	113.9	140.3	140.3	166.1
INVESTISSEMENTS ET FONDS DE CONTREPARTIE	37.3	37.3	37.3	101.1	101.1	84.6	84.6	112.3	95.4	95.4	103.6	103.6	56.3
AUTRES DEPENSES DU PERSONNEL	4.6	4.6	4.6	14.3	14.3	12.0	12.0	16.1	21.5	21.5	26.5	26.5	18.2
AUTRES TRANSFERTS	22.4	22.4	22.4	89.2	89.2	77.3	77.3	102.7	168.3	168.3	152.5	152.5	46.9
SUBVENTION	15.6	15.6	15.6	62.2	62.2	53.9	53.9	71.4	60.0	60.0	54.4	54.4	32.7
PARTICIPATION ET RESTRUCTURATION	13.3	13.3	13.3	36.1	36.1	30.2	30.2	40.0	34.0	34.0	37.0	37.0	20.1
DETTE INTERIEURE RESEAU BUDGET	22.2	22.2	22.2	1.4	1.4	1.4	1.4	0.8	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4
Restes à Payer de moins de trois mois	582.1	582.1	582.1	181.0	181.0	241.5	241.5	117.2	64.5	64.5	131.0	131.0	338.2
BIENS ET SERVICES	146.4	146.4	146.4	3.1	3.1	35.4	35.4	17.2	14.4	14.4	30.5	30.5	134.3
INVESTISSEMENTS ET FONDS DE CONTREPARTIE	65.5	65.5	65.5	5.2	5.2	18.5	18.5	9.0	8.3	8.3	17.7	17.7	48.9
AUTRES DEPENSES DU PERSONNEL	63.5	63.5	63.5	7.2	7.2	14.8	14.8	7.2	3.4	3.4	7.6	7.6	18.5
AUTRES TRANSFERTS	177.5	177.5	177.5	115.1	115.1	111.7	111.7	54.2	22.2	22.2	42.5	42.5	66.3
SUBVENTION	70.6	70.6	70.6	45.8	45.8	44.4	44.4	21.6	8.8	8.8	16.9	16.9	26.4
PARTICIPATION ET RESTRUCTURATION	58.6	58.6	58.6	4.7	4.7	16.6	16.6	8.1	7.4	7.4	15.8	15.8	43.8
DETTE INTERIEURE RESEAU BUDGET	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL Restes à Payer	743.6	743.6	743.6	621.5	621.5	602.3	602.3	595.1	559.1	559.1	646.8	646.8	679.8

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : DGTCFM/CAA/CNDP

II.1.3.3. DETTE FLOTTANTE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

- **Encours de la dette flottante de l'Administration Centrale : une réduction portée par l'apurement de la dette fiscalo-douanière**

À fin 2024, l'encours de la **dette flottante de l'Administration Centrale** est estimé à environ **411,5 milliards de FCFA**, enregistrant ainsi une **baisse de 10,8 % en glissement annuel**. Cette réduction s'explique principalement par **l'apurement de 50,0 milliards de FCFA au titre de la dette fiscalo-douanière** au cours de l'année 2024.

- **Composition de la dette flottante**

L'encours de la dette flottante se répartit comme suit :

- **73,7 % de dette salariale**, représentant la majeure partie des engagements flottants ;
- **16,9 % de dette commerciale**, liée aux fournisseurs et prestataires de l'État ;
- **6,7 % de dette fiscalo-douanière**, résultant d'arriérés en matière d'impôts et de droits de douane ;
- **2,2 % de dette locative**, correspondant aux loyers impayés par l'Administration Centrale ;
- **0,4 % de dette sociale**, incluant des arriérés de prestations sociales ;
- **0,1 % d'indemnités**, destinées aux compensations et indemnités diverses.

▪ Enjeux et perspectives pour la gestion de la dette flottante

Malgré cette réduction, la prévalence d'une **dette flottante majoritairement salariale et commerciale** souligne la nécessité de :

- **Renforcer le contrôle budgétaire** pour éviter l'accumulation de nouveaux engagements non structurés ;
- **Accélérer l'apurement progressif des arriérés** afin d'atténuer la pression sur la trésorerie de l'État ;
- **Envisager une conversion partielle ou totale de cette dette en instruments financiers plus structurés**, tels que des titres de dette à échéances connues, permettant une meilleure intégration dans le cadre budgétaire et macroéconomique.

Une **gestion plus proactive et anticipative** de la dette flottante est essentielle pour préserver la viabilité budgétaire et garantir une exécution optimale des engagements publics.

Tableau 6 : Encours de la dette flottante

Dette flottante de l'Administration centrale	31 décembre 2023 **	31 janvier 2024 ***	29 février 2024 ***	31 mars 2024 ***	30 avril 2024 ***	31 mai 2024 ***	30 Juin 2024 ***	31 Juillet 2024 ***	31 août 2024 ***	30 septembre 2024 ***	31 octobre 2024 ***	30 novembre 2024 ***	31 décembre 2024 ***
	Montant en milliards de FCFA												
Dette salariale	303.3	303.3	303.3	303.3	303.3	303.3	303.3	303.3	303.3	303.3	303.3	303.3	303.3
Dette fiscal-douanière	77.6	77.6	77.6	77.6	77.6	77.6	77.6	77.6	77.6	77.6	77.6	77.6	27.6
Dette commerciale	69.5	69.5	69.5	69.5	69.5	69.5	69.5	69.5	69.5	69.5	69.5	69.5	69.5
Dette académique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dette locative	9.1	9.1	9.1	9.1	9.1	9.1	9.1	9.1	9.1	9.1	9.1	9.1	9.1
Dette sociale	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6
Indemnités	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4
Total	461.5	461.5	461.5	461.5	461.5	461.5	461.5	461.5	461.5	461.5	461.5	461.5	411.5

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : DGB/CAA

II.2. DETTE DES DEMEMBREMENTS DE L'ETAT

À fin décembre 2024, outre la dette rétrocédée par l'Etat précédemment énumérée et la dette des CTD envers le FEICOM, la **dette directe des démembrements de l'État** est estimée à **environ 1050 milliards de FCFA, soit 3,4% du PIB.**

En terme de répartition de cette dette, (i) 97,5 % sont constitués de la **dette des Entreprises et Établissements publics**, traduisant le poids des engagements financiers du secteur parapublic ; et (ii) **2,5 %** concernent la **dette des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD)**, reflétant les obligations financières des administrations locales, non totalement maîtrisées.

II.2.1. DETTE DIRECTE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS

A fin décembre 2024, la dette directe recensée des entités publiques, en complément de la dette rétrocédée par l'État, est évaluée à **1 023,9 milliards de FCFA** soit **3,3% du PIB**. Elle se compose de **48,2%** de dette extérieure ; de **32,8%** de dette intérieure, incluant les dettes fournisseurs de la SONARA et de **19,0%** de dette flottante.

II.2.1.1. DETTE DIRECTE EXTÉRIEURE NON AVALISÉE PAR L'ETAT

À fin décembre 2024, l'encours de la dette extérieure directe des Entreprises et Établissements Publics est évalué à **493,9 milliards de FCFA**. Ce montant inclut notamment les dettes fournisseurs et d'exploitation de la **SONARA** et de la **CAMAIR-CO**, qui représentent **96,1%** de la dette extérieure totale des entités publiques.

L'évolution de cette dette est contrastée :

- **+3,3% en glissement mensuel**, traduisant une augmentation des engagements à l'international ;
- **-0,2% par rapport à décembre 2023**, indiquant une légère réduction des engagements sur l'année.

Tableau 7 : Encours de la dette extérieure des entreprises et établissements publics.

Dettes financières extérieures des entreprises publiques et parapubliques	31 décembre 2023 **	31 janvier 2024 ***	29 février 2024 ***	31 mars 2024 ***	30 avril 2024 ***	31 mai 2024 ***	30 Juin 2024 ***	31 juillet 2024 ***	31 août 2024 ***	30 septembre 2024 ***	31 octobre 2024 ***	30 novembre 2024 ***	31 décembre 2024 ***
ADC	11.4	11.4	11.4	11.4	11.4	11.4	11.4	11.4	11.4	11.4	11.4	11.4	10.5
SONARA	409.7	408.5	413.3	412.4	414.5	408.4	410.2	406.8	399.4	396.3	401.4	408.2	413.0
CAMAIR-CO	61.6	61.6	61.6	61.6	61.6	61.6	61.6	61.6	61.6	61.6	61.6	61.6	61.6
PAD	12.1	11.7	10.9	10.9	10.7	10.7	10.7	10.4	9.6	8.6	8.6	8.6	8.8
TOTAL	494.7	493.1	497.2	496.3	498.2	492.1	493.9	490.2	482.0	477.9	483.0	489.8	493.9

* données définitives *** données

Source : **CTR/CAA**

II.2.1.2. DETTE DIRECTE INTÉRIEURE DES ENTREPRISES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS (hors dette flottante)

Au **31 décembre 2024**, l'encours de la dette intérieure des Entreprises et Établissements Publics est estimé à **332,8 milliards de FCFA**. Cette dette affiche une tendance à la baisse :

- **-0,9% par rapport au mois précédent**, traduisant un amortissement progressif des engagements ;
- **-2,7% en glissement trimestriel**, reflétant une réduction des dettes à court terme ;
- **-7,6% en glissement annuel**, marquant une diminution notable de l'endettement intérieur des entités publiques.

Parmi ces engagements, la **SONARA** est le principal emprunteur avec une dette (bancaire et fournisseurs) s'élevant à **223,2 milliards de FCFA**, soit **66,5%** du total de la dette intérieure des entreprises et établissements publics.

Tableau 8 : Encours de la dette intérieure des entreprises et établissements publics

Dettes financières Intérieures des entreprises publiques et parapubliques	31 décembre 2023 **	31 janvier 2024 ***	29 février 2024 ***	31 mars 2024 ***	30 avril 2024 ***	31 mai 2024 ***	30 Juin 2024 ***	31 Juillet 2024 ***	31 août 2024 ***	30 septembre 2024 ***	31 octobre 2024 ***	30 novembre 2024 ***	31 décembre 2024 ***	31 Janvier 2025 ***
SCDP	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SONARA	245.3	243.5	241.7	239.9	238.1	236.3	234.4	232.6	230.7	228.8	227.0	225.1	223.2	221.3
SONARA Dette Bancaire	216.5	214.7	212.9	211.1	209.3	207.4	205.6	203.7	201.9	200.0	198.1	196.2	194.3	192.4
SONARA Dette Fournisseur	28.8	28.8	28.8	28.8	28.8	28.8	28.8	28.8	28.8	28.8	28.8	28.8	28.8	28.8
CAMAIR-CO	62.4	62.4	62.4	62.4	62.4	62.4	62.4	62.4	62.4	62.4	62.4	62.4	62.4	62.4
CAMTEL	22.0	21.7	19.9	19.1	18.9	22.8	22.0	26.6	25.4	24.6	24.2	23.0	22.2	21.9
CAMWATER	5.2	5.2	5.2	5.2	5.2	5.2	5.2	5.2	5.2	5.2	5.2	5.2	5.2	5.2
CDC	9.4	9.4	9.4	9.4	9.4	9.4	9.4	9.4	9.4	9.4	9.4	9.4	9.4	9.4
FERCOM	7.6	7.6	7.6	7.6	7.6	7.6	7.6	7.6	7.6	7.6	7.6	7.6	7.6	7.6
MEAO	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
PAD	11.1	10.4	10.1	9.7	9.0	8.7	8.3	7.7	7.3	7.0	6.3	6.0	5.6	4.9
Total Dette Intérieure	363.1	360.4	356.4	353.5	350.7	352.4	349.4	351.5	348.2	345.1	342.2	338.7	335.6	332.8

*** données provisoires non exhaustives - en cours de finalisation

Source : **CTR/CAA**

II.2.1.4. DETTE FLOTTANTE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS

Au 31 décembre 2024, la dette flottante des Entreprises et Etablissements publics est estimée à 194,4 milliards de FCFA, soit 0,6% du PIB niveau identique à celui arrêté après l'audit de 2023.

Cette dette est composée de 71% de dette fiscal-douanière, de 19,3% de dette commerciale ; 8% de dette académique et 1,6% de dette sociale comme indiquée dans le tableau ci-après.

Tableau 9 : Encours de la dette flottante des entreprises et établissements publics

Dettes des Entreprises et Etablissements Publics	31 décembre 2023 **	31 janvier 2024 ***	29 février 2024 ***	31 mars 2024 ***	30 avril 2024 ***	31 mai 2024 ***	30 Juin 2024 ***	31 Juillet 2024 ***	31 août 2024 ***	30 septembre 2024 ***	31 octobre 2024 ***	30 novembre 2024 ***	31 décembre 2024 ***
Montant en milliards de FCFA													
Dettes salariales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes fiscal-douanière	138.1	138.1	138.1	138.1	138.1	138.1	138.1	138.1	138.1	138.1	138.1	138.1	138.1
Dettes commerciales	37.5	37.5	37.5	37.5	37.5	37.5	37.5	37.5	37.5	37.5	37.5	37.5	37.5
Dettes académiques	15.7	15.7	15.7	15.7	15.7	15.7	15.7	15.7	15.7	15.7	15.7	15.7	15.7
Dettes locatives	0.002	0.002	0.002	0.002	0.002	0.002	0.002	0.002	0.002	0.002	0.002	0.002	0.002
Dettes sociales	3.1	3.1	3.1	3.1	3.1	3.1	3.1	3.1	3.1	3.1	3.1	3.1	3.1
Indemnités	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	194.4	194.4	194.4	194.4	194.4	194.4	194.4	194.4	194.4	194.4	194.4	194.4	194.4

Source : DGB/CAA

- **Perspectives et Secteurs Stratégiques : Énergie et Transport Aérien dans un Contexte Concurrentiel**

L'évolution de la dette des entreprises publiques, en particulier la **SONARA** et la **CAMAIR-CO**, met en lumière les défis financiers auxquels sont confrontés deux **secteurs stratégiques** pour le développement économique du pays : **l'énergie** et **le transport aérien**. Toutefois, ces secteurs évoluent dans un environnement marqué par une **forte concurrence**, ce qui renforce la nécessité d'adopter une approche plus compétitive et performante.

- La **SONARA** doit faire face aux **raffineries concurrentes de la CEMAC et d'Afrique**, qui disposent d'avantages en matière de **capacité de production, de diversification des produits et de coûts d'exploitation** ;
- La **CAMAIR-CO** évolue dans un **environnement hautement compétitif**, dominé par des **compagnies aériennes plus robustes** et confronté à des **coûts d'exploitation élevés et une demande limitée**.

Dans ce contexte, l'avenir de ces deux secteurs dépendra de leur capacité à **s'adapter aux nouvelles réalités du marché, à optimiser leurs coûts d'exploitation et à renforcer leur compétitivité face aux acteurs régionaux et africains**.

II.2.2. DETTE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES DECENTRALISEES

II.2.2.1. DETTE INTERIEURE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES DECENTRALISEES (hors dette flottante et dette FEICOM)

L'encours de la dette financière intérieure recensée des CTD's est évalué à environ 10,2 milliards de FCFA. Cette dette est constituée de deux conventions contractées auprès de la Banque UBA par la mairie de DOUALA.

Les travaux pour retracer cette dette se poursuivent en collaboration avec le Ministère des Finances (MINFI) et le Ministère de la Décentralisation et du Développement Local (MINDDEVEL).

Tableau 10 : Encours de la dette financière intérieure recensée des CTD's

N°	CREANCIER	CTD BENEFICIAIRE	Encours au 31 décembre 2023 **	Encours au 31 janvier 2024 ***	Encours au 29 février 2024 ***	Encours au 31 mars 2024 ***	Encours au 30 avril 2024 ***	Encours au 31 mai 2024 ***	Encours au 30 juin 2024 ***	Encours au 31 juillet 2024 ***	Encours au 31 août 2024 ***	Encours au 30 septembre 2024	Encours au 31 octobre 2024 ***	Encours au 31 novembre 2024 ***	Encours au 31 décembre 2024 ***
1	UBA	MAIRIE DE LA VILLE DE DOUALA	10.2	10.2	10.2	10.2	10.2	10.2	10.2	10.2	10.2	10.2	10.2	10.2	10.2
TOTAL EN MILLIARDS DE FCFA			10.2	10.2	10.2	10.2	10.2	10.2	10.2	10.2	10.2	10.2	10.2	10.2	10.2

Source : CAA

II.2.2. DETTE FLOTTANTE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES DECENTRALISEES

Au 31 décembre 2024, l'encours de la dette flottante des CTD's est évalué à environ 15,8 milliards de FCFA et se compose de : (i) 92,9% de dette commerciale; (ii) 6,2% de dette sociale; (iii) 1,0% de dette fiscal-douanière; et (iv) 0,02% de dette locative.

Tableau 11 : Encours de la dette flottante des CTD's

Dettes flottantes des CTD's	31 décembre 2023 **	31 Janvier 2024 ***	29 février 2024 ***	31 mars 2024 ***	30 avril 2024 ***	31 mai 2024 ***	30 Juin 2024 ***	31 Juillet 2024 ***	31 août 2024 ***	30 septembre 2024 ***	31 octobre 2024 ***	30 novembre 2024 ***	31 décembre 2024 ***
Montant en milliards de FCFA													
Dettes salariales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes fiscal-douanière	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Dettes commerciales	14,7	14,7	14,7	14,7	14,7	14,7	14,7	14,7	14,7	14,7	14,7	14,7	14,7
Dettes académiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes locatives	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dettes sociales	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Indemnités	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	15,8	15,8	15,8	15,8	15,8	15,8	15,8	15,8	15,8	15,8	15,8	15,8	15,8

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

II.3. PASSIFS CONDITIONNELS EXPLICITES DE L'ETAT

Au 31 décembre 2024, les passifs conditionnels explicites de l'Etat constitués de la dette avalisée et des Partenariats Publics Privés (PPP) se chiffrent à 4 895,1 milliards de FCFA, dont 99,5% des Partenariats Publics Privés actifs.

II.3.1. DETTE AVALISEE PAR L'ETAT

A fin décembre 2024, l'encours de la dette avalisée s'élève à 3,5 milliards de FCFA, soit 0,01% du PIB. Cet encours est en baisse successive de 33,3 % en glissements mensuel et trimestriel et de 51,1% par rapport à fin 2024.

Tableau 12 : Encours de la dette avalisée par l'Etat

N°	CREANCIER	ENTREPRISE BENEFICIAIRE	Encours au 31 décembre 2023 **	31 janvier 2024 ***	29 février 2024 ***	31 mars 2024 ***	30 avril 2024 ***	31 mai 2024 ***	30 juin 2024 ***	31 juillet 2024 ***	Encours au 31 août 2024 ***	Encours au 30 septembre 2024 ***	Encours au 30 septembre 2024 ***	Encours au 31 octobre 2024 ***	Encours au 30 novembre 2024 **	Encours au 31 décembre 2024 ***
1	AFD	PAD	0,2	0,2	0,2	0,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2	AFDB	DPDC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3	FMO	DPDC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4	IFC	DPDC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5	AFDB	KPDC	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	1,5	1,5
6	BDEAC	KPDC	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,5	0,5
7	EIB	KPDC	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	1,5	1,5
TOTAL EN MILLIARDS DE FCFA			7,2	7,2	7,2	7,2	7,0	5,2	5,2	5,2	5,2	5,2	5,2	5,2	3,5	3,5

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : MINFI/CAA

II.3.2. PARTENARIAT PUBLIC PRIVÉ (PPP)

Sous réserve d'actualisation des données par le **CARPA** et les entités sectorielles concernées, le montant total des investissements sous forme de PPP est estimé à 4 895,1 milliards de FCFA.

Cette estimation n'inclut pas le projet de construction de la voie ferrée reliant le Cameroun au Congo, dont le coût global est évalué à 5 400 milliards de FCFA et réparti sur plusieurs phases.

Par ailleurs, le financement de quatorze postes de péage automatiques, initialement prévu sous forme de PPP pour un montant d'environ 30 milliards de FCFA, a été reconfiguré vers un mode de gestion contractuelle différent.

Tableau 13 : Liste des projets signés sous forme de PPP

Date de signature	Type de PPP	Montant de l'investissement au 31 Décembre 2023 ***	Montant de l'investissement au 31 Janvier 2024 ***	Montant de l'investissement au 29 Février 2024 ***	Montant de l'investissement au 31 Mars 2024 ***	Montant de l'investissement au 30 avril 2024 ***	Montant de l'investissement au 31 mai 2024 ***	Montant de l'investissement au 30 juin 2024 ***	Montant de l'investissement au 31 juillet 2024 ***	Montant de l'investissement au 31 août 2024 ***	Montant de l'investissement au 30 septembre 2024 ***	Montant de l'investissement au 31 octobre 2024 ***	Montant de l'investissement au 30 novembre 2024 ***	Montant de l'investissement au 31 décembre 2024 ***
signé le 04/09/2015, et entré en vigueur le 01/06/2017	Païement public	30.4	30.4	30.4	30.4	30.4	30.4	30.4	30.4	30.4	30.4	30.4	30.4	30.4
	Concessif	6.8	6.8	6.8	6.8	6.8	6.8	6.8	6.8	6.8	6.8	6.8	6.8	6.8
13/04/2017	Mixte	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11
30/12/2020	Mixte	66.6	66.6	66.6	66.6	66.6	66.6	66.6	66.6	66.6	66.6	66.6	66.6	66.6
27/08/2020	Concessif	63.47	63.47	63.47	63.47	63.47	63.47	63.47	63.47	63.47	63.47	63.47	63.47	63.47
18/05/2020	Païement public	36	36	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Concessif	3.7	3.7	3.7	3.7	3.7	3.7	3.7	3.7	3.7	3.7	3.7	3.7	3.7
01/06/2022	Concessif	4.18	4.18	4.18	4.18	4.18	4.18	4.18	4.18	4.18	4.18	4.18	4.18	4.18
18/02/2022	Concessif	11.7	11.7	11.7	11.7	11.7	11.7	11.7	11.7	11.7	11.7	11.7	11.7	11.7
02/12/2021	Concessif	7.7	7.7	7.7	7.7	7.7	7.7	7.7	7.7	7.7	7.7	7.7	7.7	7.7
24/02/2022	Concessif	2001.0	2001.0	2001.0	2001.0	2001.0	2001.0	2001.0	2001.0	2001.0	2001.0	2001.0	2001.0	2001.0
		2 242.5	2 242.5	2 206.5	2 206.5	2 206.5	2 206.5	2 206.5	2 206.5	2 206.5	2 206.5	2 206.5	2 206.5	2 206.5
01/11/2018	Concessif	787.1	787.1	787.1	787.1	787.1	787.1	787.1	787.1	787.1	787.1	787.1	787.1	787.1
27/07/2017	Concessif	725.5	725.5	725.5	725.5	725.5	725.5	725.5	725.5	725.5	725.5	725.5	725.5	725.5
01/07/2021	Concessif	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0
25/02/2022	Concessif	202.4	202.4	202.4	202.4	202.4	202.4	202.4	202.4	202.4	202.4	202.4	202.4	202.4
12/07/1905	Concessif	266.6	266.6	266.6	266.6	266.6	266.6	266.6	266.6	266.6	266.6	266.6	266.6	266.6
12 septembre 2012	Concessif	27.8	27.8	27.8	27.8	27.8	27.8	27.8	27.8	27.8	27.8	27.8	27.8	27.8
17 août 2015	Païement public	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1
01/12/2014	Concessif	26.0	26.0	26.0	26.0	26.0	26.0	26.0	26.0	26.0	26.0	26.0	26.0	26.0
31/08/2016	Mixte	17.0	17.0	17.0	17.0	17.0	17.0	17.0	17.0	17.0	17.0	17.0	17.0	17.0
12/10/2017	Païement public	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4
23 octobre 2017	Concessif	13.0	13.0	13.0	13.0	13.0	13.0	13.0	13.0	13.0	13.0	13.0	13.0	13.0
28/07/2017	Concessif	2.2	2.2	2.2	2.2	2.2	2.2	2.2	2.2	2.2	2.2	2.2	2.2	2.2
30/12/2020	Mixte	183.4	183.4	183.4	183.4	183.4	183.4	183.4	183.4	183.4	183.4	183.4	183.4	183.4
06/05/2022	Concessif	420.0	420.0	420.0	420.0	420.0	420.0	420.0	420.0	420.0	420.0	420.0	420.0	420.0
06/05/2022	concessif	5400.0	5400.0	5400.0	5400.0	5400.0	5400.0	5400.0	5400.0	5400.0	5400.0	5400.0	5400.0	5400.0
		4 931.1	4 931.1	4 895.1	4 895.1	4 895.1	4 895.1	4 895.1	4 895.1	4 895.1	4 895.1	4 895.1	4 895.1	4 895.1

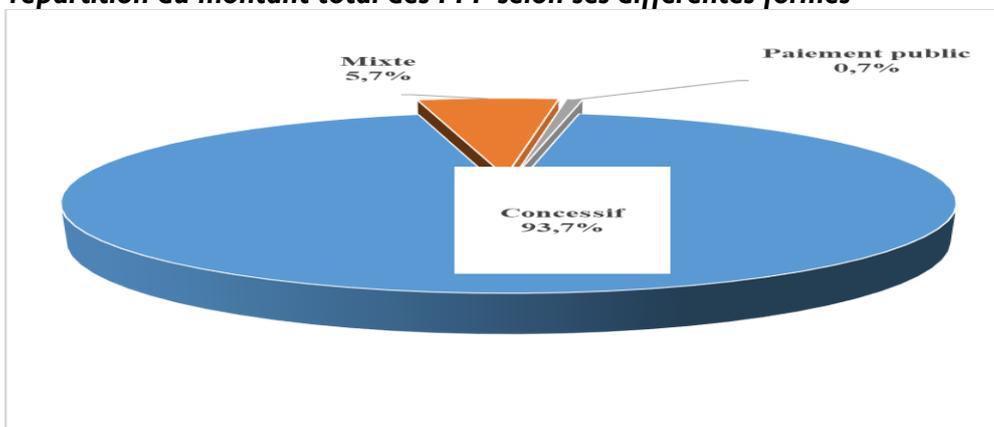
Source : CAA/CARPA/CNDP

▪ Répartition des PPP selon leur Forme Contractuelle et Gestion des Risques

Le portefeuille des PPP se répartit en trois grandes catégories :

- **Les PPP concessifs (93,7% du total)** : le partenaire privé finance, construit et exploite l'infrastructure en contrepartie des recettes générées par le projet.
 - **Risque principal** : **Insuffisance de rentabilité des projets**, pouvant conduire à des difficultés financières pour l'investisseur privé ;
 - **Mécanisme de gestion** : Introduction de **clauses de partage de risques** et d'**ajustement tarifaire** en cas d'écart significatif entre les prévisions et la réalité du marché.
- **Les PPP mixtes (5,7%)** : combinent financement privé et participation publique, avec un partage des revenus et des responsabilités.
 - **Risque principal** : **Répartition inégale des charges et engagements**, pouvant créer des tensions entre les parties ;
 - **Mécanisme de gestion** : **Clauses de renégociation automatique** et mise en place d'un **comité de suivi contractuel** pour anticiper et ajuster les déséquilibres financiers.
- **Les PPP à paiement public (0,7%)** : l'État rémunère le partenaire privé en fonction de la performance du service rendu.
 - **Risque principal** : **Charge budgétaire excessive pour l'État** en cas de dérapage financier ;
 - **Mécanisme de gestion** : Intégration d'un **plafond budgétaire contractuel** et d'un **mécanisme d'audit indépendant** pour contrôler l'évolution des coûts et la conformité des prestations.

Graphique 3 : répartition du montant total des PPP selon ses différentes formes



Source : CAA/ CARPA /CNDP

▪ Encadrement Juridique des PPP et Renforcement des Mécanismes de Gestion des Risques

Afin de mieux encadrer les engagements liés aux PPP et de limiter les risques financiers et budgétaires associés, une nouvelle loi fixant le régime général des contrats PPP a été adoptée en juillet 2023.

Ainsi, la gestion des risques liés aux PPP repose sur une combinaison de **clause contractuelle protectrice, d'audits indépendants et de suivi renforcé**, permettant d'assurer la **pérennité des investissements et la viabilité financière des projets engagés**. Par ailleurs au niveau de la CEMAC, les pays membres ont procédé à l'adoption d'une stratégie régionale de la commande publique et d'une directive sur les Partenariats publics-privés (PPP),

Encadré: Réformes de la Commande Publique et des Partenariats Public-Privé (PPP) dans la CEMAC

Contexte et Enjeux: Dans un contexte de limitation des ressources publiques et de besoins croissants en infrastructures, la CEMAC a adopté en janvier 2025 une Stratégie Régionale de la Commande Publique et une Directive sur les Partenariats Public-Privé (PPP). Ces réformes visent à moderniser les procédures de passation des marchés publics, à renforcer la transparence et à attirer des investissements privés pour le financement des projets structurants.

Stratégie Régionale de la Commande Publique: Cette stratégie vise à créer un cadre harmonisé pour la gestion des marchés publics au sein des États membres, en mettant en place des outils modernes et en facilitant l'accès des entreprises locales aux marchés régionaux.

Objectifs:

- **Uniformiser les législations nationales** en matière de commande publique pour favoriser la coopération régionale ;
- **Lutter contre la corruption** et renforcer la transparence dans l'attribution des marchés publics ;
- **Faciliter l'accès des entreprises locales et régionales** aux marchés publics, en particulier les PME ;
- **Numériser les processus** pour améliorer l'efficacité et réduire les coûts des procédures administratives.

Mesures Clés:

- **Mise en place d'une plateforme numérique régionale** pour la passation des marchés publics ;
- **Formation et renforcement des capacités** des acteurs publics et privés sur les nouvelles réglementations et outils de gestion ;
- **Création d'instances de contrôle et de régulation** pour garantir l'application des règles de transparence et de bonne gouvernance.

Directive sur les Partenariats Public-Privé (PPP): Le recours aux PPP permet d'impliquer le secteur privé dans le financement et la gestion des infrastructures et services publics. La directive adoptée par la CEMAC vise à harmoniser les cadres réglementaires nationaux pour garantir un environnement attractif et sécurisé pour les investisseurs.

Objectifs:

- **Créer un cadre juridique et institutionnel harmonisé** pour les PPP dans la sous-région ;
- **Encourager les investissements privés** dans des secteurs clés tels que les infrastructures, l'énergie, le transport et la santé ;
- **Garantir un partage équitable des risques** entre les secteurs public et privé.

Mesures Clés:

- **Élaboration de modèles de contrats types** pour encadrer les partenariats.
- **Mise en place de mécanismes de garantie et d'incitation** pour sécuriser les investissements ;
- **Renforcement des capacités des administrations publiques** pour la négociation et la gestion des projets PPP.

Conditions de Réussite des PPP: Pour assurer la mise en œuvre effective de ces réformes et maximiser l'impact des PPP, plusieurs actions doivent être entreprises:

- **Transposition rapide et efficace des réglementations ;**
- **Renforcement des capacités institutionnelles ;**
- **Développement d'outils d'évaluation et de sélection des projets ;**
- **Mobilisation des financements et des garanties ;**
- **Suivi et évaluation des projets.**

Conclusion: Ces réformes constituent une avancée majeure pour la CEMAC, en créant un cadre propice à l'investissement et en renforçant l'intégration économique régionale. Leur mise en œuvre réussie dépendra de l'engagement des États membres, de la formation des acteurs concernés et du suivi rigoureux des projets afin d'assurer un développement durable et inclusif dans la sous-région.

III. SERVICE DE LA DETTE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

En décembre 2024, le **Gouvernement a réglé 89,5 milliards de FCFA** pour le service de la dette (hors Restes à Payer et dette Flottante), répartis comme suit :

- ✓ **84,2% pour le remboursement du principal ;**
- ✓ **15,8% pour le paiement des intérêts.**

Au cours du **quatrième trimestre 2024**, le **total du service de la dette réglé s'élève à 285,4 milliards de FCFA**, enregistrant une **baisse de 9,2% par rapport au troisième trimestre de 2024** et une **diminution de 9% par rapport à la même période en 2023**.

Sur l'ensemble de l'année **2024**, le **cumul des paiements pour le service de la dette publique s'élève à 1 378,1 milliards de FCFA**, soit **83,4% des 1 651,3 milliards de FCFA prévus dans la Loi de Finances révisée de 2024** (hors remboursements liés aux crédits TVA, à la dette flottante et aux Restes à Payer).

En termes de ventilation par type de dette :

- ✓ **68,4% du service de la dette ont été affectés au règlement de la dette extérieure ;**
- ✓ **31,6% ont été consacrés au paiement de la dette intérieure.**

Outre la réduction de la dette flottante et des Restes à Payer, le **service de la dette publique** au cours de l'année 2024 a été marqué par un **rythme soutenu de remboursement**, tant pour la dette extérieure que pour la dette intérieure.

Tableau 14 : Service de la dette publique en milliards de FCFA

(Montant en milliards de FCFA)	Cumul service effectif Janvier - Décembre 2023 **	Service effectif Janvier 2024 ***	Service effectif Février 2024 ***	Service effectif Mars 2024 ***	Service effectif Avril 2024 ***	Service effectif Mai 2024 ***	Service effectif Juin 2024 ***	Service effectif Juillet 2024 ***	Service effectif Août 2024 ***	Service effectif Septembre 2024 ***	Service effectif Octobre 2024 ***	Service effectif Novembre 2024 ***	Service effectif Décembre 2024 ***			Cumul service effectif Janvier - Décembre 2024 ***		
	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total
Dettes extérieures	799.9	118.9	72.3	76.5	59.4	45.1	90.0	165.3	53.3	51.2	92.0	45.5	60.2	12.9	73.1	690.2	252.4	942.6
Multilatérale	169.8	15.0	26.0	24.8	6.0	25.4	23.4	14.9	28.1	22.0	9.4	24.1	19.9	10.0	29.9	156.7	92.4	249.1
Bilatérale	466.6	99.5	36.6	37.3	31.8	4.7	36.0	115.9	14.1	16.0	36.5	5.2	9.6	0.8	10.4	342.9	101.2	444.1
Commerciale	163.5	4.3	9.7	14.4	21.7	15.0	30.6	34.5	11.1	13.1	46.2	16.2	30.7	2.0	32.7	190.6	58.8	249.4
Dettes intérieures (hors RAP)	445.5	21.9	11.8	16.7	34.1	117.1	114.5	8.5	8.2	27.8	53.5	4.8	15.2	1.2	16.4	376.8	58.7	435.5
Titres publics (hors BTA)	225.3	-	-	-	8.2	103.0	82.7	-	-	-	42.0	-	-	-	-	202.3	33.6	235.9
dont Obligations de trésor en FCFA détenues par les résidents	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunt consolidé BEAC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes structurées	217.4	21.7	11.8	16.7	25.8	14.1	31.6	8.4	8.0	27.7	11.4	4.5	15.2	1.2	16.4	173.2	25.0	198.2
Dettes non structurées	2.8	0.2	-	0.0	0.1	0.0	0.1	0.1	0.2	0.1	0.1	0.3	0.0	-	0.0	1.3	-	1.3
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Dette Publique	1 245.3	140.7	84.1	93.2	93.5	162.3	204.5	173.8	61.6	79.0	145.5	50.3	75.4	14.1	89.5	1 067.0	311.1	1 378.1
Allègements reçus - Initiative G20 pour lutter contre la COVID-19																		

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

III.1. SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Le service de la dette extérieure de l'Administration Centrale au mois de décembre 2024 s'est élevé à **73,1 milliards de FCFA**, répartis comme suit :

- **41,0%** vers les créanciers multilatéraux ;
- **14,3%** vers les créanciers bilatéraux ;
- **44,7%** au profit des créanciers commerciaux.

Au quatrième trimestre 2024, le service de la dette extérieure réglé s'établit à **210,6 milliards de FCFA**, représentant une baisse de **22%** par rapport au troisième trimestre de 2024 et une augmentation de **36%** par rapport au quatrième trimestre de 2023.

Sur l'ensemble de l'année 2024, le montant total du service de la dette extérieure atteint **942,6 milliards de FCFA**, dépassant les **825 milliards de FCFA** prévus dans la Loi de Finances révisée. Ce montant est réparti comme suit :

- ✓ **73,2%** pour le remboursement du principal ;
- ✓ **26,8%** pour le paiement des intérêts.

Tableau 15 : Service de la dette extérieure

(Montant en milliards de FCFA)	Cumul service effectif Janvier - Décembre 2023 **	Service effectif Janvier 2024 ***	Service effectif Février 2024 ***	Service effectif Mars 2024 ***	Service effectif Avril 2024 ***	Service effectif Mai 2024 ***	Service effectif Juin 2024 ***	Service effectif Juillet 2024 ***	Service effectif Août 2024 ***	Service effectif Septembre 2024 ***	Service effectif Octobre 2024 ***	Service effectif Novembre 2024 ***	Service effectif Décembre 2024 ***			Cumul service effectif Janvier - Décembre 2024 ***		
		Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt
Multilatéral	169.8	15.0	26.0	24.8	6.0	25.4	23.4	14.9	28.1	22.0	9.4	24.1	19.9	10.0	29.9	156.7	92.4	249.1
BAD	39.4	0.0	10.6	9.5	1.3	7.1	1.4	0.0	11.4	10.4	1.3	6.8	-	1.4	1.4	29.4	32.0	61.3
BADEA	2.4	0.1	0.0	0.7	0.0	-	0.3	0.1	0.0	0.7	0.0	-	0.3	0.1	0.3	2.0	0.4	2.4
BDEAC	8.0	-	1.0	-	-	-	3.1	-	1.5	-	-	-	2.2	0.6	2.8	6.4	2.0	8.4
BEI	4.5	-	-	0.8	0.3	-	1.0	-	0.0	0.8	0.3	-	0.9	0.1	1.0	3.7	0.5	4.2
BID	8.6	0.1	0.3	4.2	1.1	-	5.1	0.1	-	-	4.5	0.0	8.6	7.6	16.2	18.5	13.0	31.5
BIRD	12.9	-	-	-	-	12.8	-	-	-	-	-	13.8	-	-	-	9.3	17.3	26.6
FAD	9.0	0.1	1.5	1.7	1.1	0.5	0.3	0.1	1.7	1.7	1.2	0.5	0.2	0.0	0.3	6.7	3.8	10.5
FED	0.2	-	-	-	-	0.1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0.1	0.0	0.1
FIDA	1.7	-	0.4	0.4	0.1	-	-	-	0.4	0.4	0.1	-	-	-	-	1.3	0.5	1.8
FMI	38.8	14.4	2.8	-	-	2.9	11.1	14.4	3.1	-	-	-	6.8	-	6.8	46.6	8.7	55.4
FSN	0.1	-	-	-	-	0.1	-	-	-	-	-	0.1	-	-	-	0.1	0.0	0.1
FSOPEP	3.1	0.1	-	0.1	0.7	0.4	0.1	0.1	-	0.1	0.7	0.4	0.1	0.0	0.1	2.5	0.3	2.8
IDA	41.1	0.3	9.5	7.5	1.3	1.6	1.0	0.2	9.9	7.9	1.3	2.5	0.8	0.3	1.0	30.2	13.9	44.1
Bilatéral	466.6	99.5	36.6	37.3	31.8	4.7	36.0	115.9	14.1	16.0	36.5	5.2	9.6	0.8	10.4	342.9	101.2	444.1
AFD	84.0	0.3	-	7.8	16.8	0.6	16.3	0.3	0.5	6.5	15.5	4.0	-	-	-	57.3	11.3	68.6
BELGIQUE	1.2	-	-	-	-	-	0.2	-	-	-	-	-	1.0	-	1.0	1.2	-	1.2
EXIMBANK CHINE	302.6	98.9	27.1	22.2	6.0	-	-	114.0	-	8.6	15.0	-	-	-	-	219.5	72.3	291.8
EXIMBANK CORREE	1.7	-	-	-	-	0.5	0.2	-	-	-	-	-	0.6	0.2	0.8	1.2	0.4	1.6
EXIMBANK INDE	9.9	-	0.2	4.6	-	1.1	-	0.0	4.7	-	-	1.2	-	-	-	7.7	4.1	11.8
EXIMBANK USA	6.9	-	-	1.7	-	1.7	-	-	-	-	1.7	-	1.2	0.5	1.7	5.6	1.3	6.8
EXIMBANK Turquie	17.9	-	9.1	-	-	-	-	-	8.7	-	-	-	-	-	-	11.5	6.3	17.8
FNDEA	1.7	0.2	0.2	-	-	0.6	-	0.0	0.2	-	-	-	0.6	0.0	0.6	1.6	0.3	1.9
France	29.8	-	-	-	9.0	-	15.4	-	-	-	4.3	-	2.9	-	2.9	26.9	4.7	31.6
FSD	1.2	0.2	-	0.4	-	0.0	-	1.6	-	0.4	-	0.0	-	-	-	2.5	0.1	2.6
HERMES	0.9	-	-	-	-	-	0.5	-	-	-	-	-	0.4	0.0	0.5	0.9	0.0	0.9
JICA	1.6	-	-	0.5	0.0	-	0.2	-	-	0.5	0.0	-	0.3	0.0	0.3	1.4	0.2	1.6
KFW	1.2	-	-	-	-	-	0.6	-	-	-	-	-	0.2	-	0.2	0.7	0.1	0.7
SERV	0.3	-	-	-	-	-	0.1	-	-	-	-	-	0.1	0.0	0.1	0.3	0.0	0.3
Norvège (EKSPORTKREDITT NORGE SA)	4.7	-	-	-	-	-	2.3	-	-	-	-	-	2.2	0.1	2.3	4.4	0.2	4.6
Espagne /ICO	1.3	-	-	0.1	-	-	0.1	-	-	-	-	-	0.1	-	0.1	0.4	0.0	0.4
Commercial	163.5	4.3	9.7	14.4	21.7	15.0	30.6	34.5	11.1	13.1	46.2	16.2	30.7	2.0	32.7	190.6	58.8	249.4
AFRICAN EXPORT IMPORT BANK	0.7	-	-	0.2	-	-	0.6	-	-	-	0.6	0.0	-	0.6	0.6	-	2.0	2.0
Bank of China	28.4	0.1	9.2	5.1	-	-	0.0	-	10.3	5.0	-	-	-	0.0	0.0	20.6	9.1	29.7
BELFUS BANQUE SA	9.6	0.1	0.3	3.4	-	0.7	-	0.1	0.3	-	3.4	0.7	-	-	-	7.7	1.5	9.1
Commerzbank	-	-	-	-	-	-	4.4	-	-	-	-	-	3.6	0.7	4.4	7.2	1.6	8.7
DEUTSCHE BANQUE ESPAGNE	13.7	2.5	0.1	0.0	1.7	1.3	0.0	1.5	0.1	0.0	2.4	1.2	-	-	-	8.6	2.3	10.9
Eurobond N°1 et N°2	65.8	-	-	-	2.6	-	-	27.2	-	-	33.5	-	-	-	-	30.9	32.4	63.3
INTESA/CLIFFORD	17.6	-	-	2.7	0.6	-	4.0	-	0.2	3.5	-	-	3.7	-	3.7	12.9	1.8	14.8
ITFC	4.5	0.7	-	-	13.4	8.1	19.7	4.6	0.2	3.9	3.8	9.4	21.2	0.2	21.5	84.0	1.4	85.3
RAIFFESSEN BANK	0.3	-	-	-	-	-	0.2	-	-	-	0.1	-	0.1	0.0	0.2	0.4	0.1	0.5
Société Générale / Eximbank USA	1.0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
STANDARD CHARTERED BANK	14.5	0.9	0.0	0.7	3.3	4.9	0.0	1.1	0.0	0.7	2.3	4.7	-	-	-	12.9	5.8	18.7
BMCE Bank	7.5	-	-	2.3	-	0.0	1.7	-	-	-	-	0.0	2.0	0.4	2.4	5.5	1.0	6.4
Unicredit Bank	0.0	-	-	0.0	-	-	0.0	-	-	-	0.0	-	-	0.0	0.0	-	0.0	0.0
Non résidents ECMR	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Général	799.9	118.9	72.3	76.5	59.4	45.1	90.0	165.3	53.3	51.2	92.0	45.5	60.2	12.9	73.1	690.2	252.4	942.6

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

III.2. SERVICE DE LA DETTE INTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

III.2.1. SERVICE DE LA DETTE INTERIEURE HORS RESTES A PAYER

En décembre 2024, le Trésor Public a réglé 16,4 milliards de FCFA pour le service de la dette intérieure (hors Restes à Payer et Bons du Trésor Assimilables – BTA), répartis ainsi :

- ✓ 92,6% pour le remboursement du principal ;
- ✓ 7,4% pour le paiement des intérêts.

Sur le quatrième trimestre 2024, le service de la dette intérieure réglé atteint 75,8 milliards de FCFA, enregistrant une augmentation de 67,8% par rapport au troisième trimestre 2024 et une baisse de 52,9% par rapport à la même période en 2023.

Sur l'ensemble de l'année 2024, les paiements effectués pour la dette intérieure atteignent 435,5 milliards de FCFA, soit 52,7% des 826,3 milliards de FCFA prévus dans la Loi de Finances révisée de 2024.

Cette enveloppe se répartit comme suit :

- ✓ 86,5% destinés au remboursement du principal ;
- ✓ 13,5% affectés au paiement des intérêts.

▪ Conclusion : Exécution du Service de la Dette en 2024

L'année 2024 a été marquée par une exécution significative du service de la dette publique, avec un taux global de réalisation de 83,4% par rapport aux prévisions budgétaires.

◆ La dette extérieure a représenté la majeure partie du service de la dette (68,4%), avec un dépassement des prévisions, traduisant une exécution conforme aux obligations contractuelles vis-à-vis des créanciers internationaux ; mais aussi, une mise à jour des échéances de dette à payer après la période d'élaboration du service prévisionnel de la dette rattaché à la Loi de Finances.

◆ Le service de la dette intérieure affiche un taux d'exécution de 52,7%, indiquant une gestion maîtrisée des engagements domestiques ;

◆ Le service de la dette extérieure repose sur des échéances obligatoires, incluant tant le remboursement du principal que le paiement des intérêts, selon les engagements contractuels pris par l'État ;

◆ L'évolution trimestrielle des paiements et la comparaison avec 2023 permettent de mieux comprendre la dynamique de remboursement et les ajustements budgétaires effectués pour répondre aux échéances de la dette publique.

Le suivi rigoureux de l'exécution du service de la dette publique demeure un élément clé de la soutenabilité budgétaire, en cohérence avec la stratégie d'endettement à moyen terme du Cameroun.

Tableau I6 : Service de la dette intérieure hors Restes à Payer et dette Flottante

(Montant en milliards de FCFA)	Cumul service effectif Janvier - Décembre 2023 **	Service effectif Janvier 2024 ***	Service effectif Février 2024 ***	Service effectif Mars 2024 ***	Service effectif Avril 2024 ***	Service effectif Mai 2024 ***	Service effectif Juin 2024 ***	Service effectif Juillet 2024 ***	Service effectif Août 2024 ***	Service effectif Septembre 2024 ***	Service effectif Novembre 2024 ***	Service effectif Décembre 2024 ***			Cumul service effectif Janvier - Décembre 2024 ***		
	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total
Titres Publics (hors remboursement BTA)	225.3	-	-	-	8.2	103.0	82.7	-	-	-	-	-	-	-	202.3	33.6	235.9
Bons de Trésor Assimilable	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions	741.8	119.3	40.0	23.0	72.1	63.0	168.2	26.2	37.9	37.8	53.3	189.9	-	189.9	884.0	-	884.0
Remboursements	553.8	96.2	42.5	15.1	89.3	64.6	94.3	77.3	40.0	20.0	49.9	155.3	-	155.3	806.7	-	806.7
Financement net	199.2	23.1	2.4	7.9	17.2	1.6	73.9	51.0	2.1	17.8	3.4	34.6	-	34.6	77.3	-	77.3
Obligation de Trésor Assimilable	175.3	-	-	-	8.2	88.3	72.0	-	-	-	-	-	-	-	202.3	8.2	210.5
OTA 3 ans	12.9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
OTA 4 ans	45.0	-	-	-	8.2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	42.0	8.2	50.2
OTA 5 ans	30.0	-	-	-	-	88.3	72.0	-	-	-	-	-	-	-	160.3	-	160.3
OTA 6 ans	87.4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligation de Trésor (Emprunts obligataires)	50.0	-	-	-	-	14.7	10.7	-	-	-	-	-	-	-	-	25.4	25.4
ECMR 5.5% 2018-2023	50.0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ECMR 2023 - multitranches	-	-	-	-	-	14.7	10.7	-	-	-	-	-	-	-	-	25.4	25.4
Emprunt consolidé BEAC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Allocation de DTS (FMI-BEAC)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dette Structurée	217.41	21.7	11.8	16.7	25.8	14.1	31.6	8.4	8.0	27.7	4.5	15.2	1.2	16.4	173.2	25.0	198.2
Dette Structurée Bancaire	147.4	9.4	10.8	15.0	13.9	9.4	22.1	0.4	5.5	18.6	4.0	11.8	1.1	12.9	117.1	13.8	130.9
ECOBANK	16.6	-	1.4	-	1.9	1.4	-	-	1.4	1.9	-	-	-	-	7.3	0.8	8.0
PLANUT	2.6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PLANUT 2	14.0	-	1.4	-	1.9	1.4	-	-	1.4	1.9	-	-	-	-	7.3	0.8	8.0
PLANUT 2 - substitue BGFI - tranche A	5.9	-	1.4	-	-	1.4	-	-	1.4	-	-	-	-	-	3.8	0.4	4.1
PLANUT 2 - substitue BGFI - tranche B	8.1	-	-	-	1.9	-	-	-	-	1.9	-	-	-	-	3.5	0.4	3.9
BGFI	12.2	2.1	0.5	0.8	0.8	1.6	-	-	0.0	2.1	-	-	-	-	5.8	2.1	7.9
PLANUT	9.3	1.6	-	-	-	1.5	-	-	0.0	2.1	-	-	-	-	3.3	2.0	5.2
PROMOTE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
JAPOMA	2.9	0.5	0.5	0.8	0.8	0.1	-	-	-	-	-	-	-	-	2.5	0.1	2.6
Banque Atlantique Cameroun	69.9	6.5	8.9	4.2	5.9	6.4	10.6	0.4	4.1	14.4	4.0	5.1	0.6	5.7	67.2	8.2	75.4
PLANUT	44.7	4.3	4.3	4.2	4.2	4.2	4.1	-	4.1	4.0	4.0	-	-	-	39.6	2.1	41.7
Cession de créance GREEN OIL	3.6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cession de créance PAD	9.6	-	4.3	-	-	-	4.3	-	-	4.3	-	-	-	-	10.6	2.3	13.0
Cession de créance PAK 2021	7.2	2.2	-	-	-	-	-	-	3.5	-	-	-	-	-	5.1	0.7	5.8
Cession de créance PAK 2022	0.6	-	-	-	1.3	2.2	-	-	-	-	-	3.1	0.4	3.5	6.2	0.9	7.1
Cession de créance CAMTEL	0.6	-	0.3	-	-	-	2.2	-	2.2	-	1.9	0.2	2.2	5.7	1.1	6.8	
Cession de créance CAPH	1.1	-	-	-	0.4	-	0.4	-	0.4	-	-	-	-	-	1.1	1.1	
UBA	4.8	-	-	1.9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1.8	0.1	1.9
STADE OLEMBE	4.8	-	-	1.9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1.8	0.1	1.9
CCA BANK	2.3	-	-	-	1.3	0.0	-	-	-	0.2	-	-	0.0	0.0	2.1	0.7	2.7
CCA/CAPH/MINFI	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0.2	-	-	-	-	-	0.2	0.2
FCP coût résiduel achèvement Stade OLEMBE	2.3	-	-	-	1.3	0.0	-	-	-	-	-	0.0	0.0	2.1	0.5	2.6	
CREDIT FONCIER	2.7	0.7	-	0.5	0.5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1.7	0.1	1.7
LOGEMENTS SOCIAUX	1.5	0.7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0.7	0.1	0.7
SIC ETAT SIEGE	1.2	-	-	0.5	0.5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1.0	-	1.0
SCB	3.1	-	-	-	-	-	1.5	-	-	-	-	1.3	0.2	1.5	2.5	0.5	3.0
Pénétrante Et Douala	3.1	-	-	-	-	-	1.5	-	-	-	-	1.3	0.2	1.5	2.5	0.5	3.0
SOCIETE GENERALE CAMEROUN	35.6	-	-	7.6	3.5	-	9.9	-	0.0	0.0	-	5.5	0.2	5.7	28.8	1.4	30.3
Cession de créances ENEO 2020	16.4	-	-	4.1	3.5	-	3.5	-	0.0	-	-	3.2	0.2	3.4	13.8	0.8	14.5
Cession de créances ENEO 2021	14.4	-	-	3.5	-	-	4.1	-	-	0.0	-	-	-	-	10.6	0.5	11.1
Cession de créances TOTAL CAMEROUN	4.8	-	-	-	-	-	2.3	-	-	-	-	2.3	0.0	2.3	4.5	0.1	4.6
Dette structurée non bancaire	70.9	12.3	0.9	1.7	10.4	4.7	9.5	8.0	2.0	8.6	0.5	3.4	0.2	3.0	56.1	11.3	64.3
Dette titrisée	25.8	4.0	0.4	0.0	6.4	3.7	7.0	7.0	0.5	8.0	-	0.4	0.2	0.5	27.9	11.3	37.7
Dette croisée et B.T.P titrisée	5.9	4.0	0.4	0.0	3.5	-	5.1	7.0	0.5	8.0	-	-	-	-	18.9	9.7	28.6
Dette ASAC titrisée	1.1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Droits sociaux ex BIAOC	0.0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SONARA	18.8	-	-	-	2.9	3.7	2.0	-	-	-	0.4	0.2	0.5	7.5	1.6	9.1	
Dette non titrisée	45.1	8.3	0.5	1.6	4.0	1.0	2.5	1.0	1.5	0.6	0.5	3.0	-	2.5	28.2	-	26.7
Dette B.T.P non titrisée	0.9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dette vis-à-vis des Ent. Publ.et Parapubliques	29.3	7.0	0.5	1.6	2.6	1.0	2.5	-	1.5	0.6	-	2.0	-	1.5	21.4	-	19.9
PAD	2.3	-	-	0.6	0.6	-	-	-	-	0.6	-	-	-	-	1.9	-	1.9
Paiement guidet DGTCFM/Jean de Nul	2.3	-	-	0.6	0.6	-	-	-	-	0.6	-	-	-	-	1.9	-	1.9
CAMTEL	19.0	3.0	-	-	1.0	-	2.0	-	-	-	-	1.5	-	1.5	8.5	-	8.5
CAMIWATER	-	-	-	-	-	-	-	-	1.0	-	-	-	-	-	1.0	-	1.0
SIC	5.3	3.5	-	0.5	0.5	0.5	0.5	-	0.5	-	-	-	-	-	6.0	-	6.0
CAMPOST	-	-	0.5	-	-	-	-	-	-	-	-	0.5	-	-	2.0	-	2.0
SONATREL	2.5	0.5	-	0.5	0.5	0.5	-	-	-	-	-	-	-	-	2.0	-	2.0
Dette vis-à-vis des Ent. Privées	14.9	1.3	-	-	1.4	-	-	1.0	-	-	0.5	1.0	-	1.0	6.8	-	6.8
ENEO-HGD	0.5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
G.I.D.E.P.P.E	3.2	-	-	-	1.4	-	-	1.0	-	-	0.5	1.0	-	1.0	5.5	-	5.5
PAC INTERNATIONAL	5.1	1.3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1.3	-	1.3
HYSACAM	4.7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
MARKETERS	1.4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CORLEY (Marketer)	0.5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
GREEN OIL	0.9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dette Non Structurée	2.8	0.2	-	0.0	0.1	0.0	0.1	0.1	0.2	0.1	0.3	0.0	-	0.0	1.3	-	1.3
Dette Commerciale	0.5	0.0	-	0.0	0.1	0.0	0.1	-	0.0	-	0.0	-	-	-	0.2	-	0.2
Dette Locative	0.0	0.0	-	-	-	-	-	-	-	0.0	0.0	-	-	-	0.0	-	0.0
Indemnités	2.2	0.2	-	0.0	0.0	0.0	0.0	-	0.0	0.0	0.0	-	-	0.0	0.4	-	0.4
Autres Dette Non Structurée	0.0	-	-	-	-	0.0	0.1	0.1									

III.2.2. VARIATION DES RESTES A PAYER

Au 31 décembre 2024, le volume des RAP est en diminution de 174,1 milliards de FCFA en glissement mensuel, traduisant des efforts menés en fin d'année pour réduire ces Restes à Payer, malgré le non décaissement des ressources attendues dans le cadre du programme en cours avec le FMI.

Tableau 17 : Variations mensuelles des Restes à Payer (en milliards de FCFA)

Restes à Payer de plus de trois mois	31 décembre 2023 **	31 janvier 2024 ***	29 février 2024 ***	31 Mars 2024 ***	30 avril 2024 ***	31 mai 2024 ***	30 juin 2024 ***	31 juillet 2024 ***	31 août 2024 ***	30 septembre 2024 ***	31 octobre 2024 ***	30 novembre 2024 ***	31 décembre 2024 ***
Restes à Payer de plus de trois mois	- 96.5	-	-	279.0	-	- 79.7	-	117.1	16.7	-	21.1	-	- 174.1
BIENS ET SERVICES	-27.5	0.0	0.0	90.2	0.0	-34.7	0.0	33.2	-20.8	0.0	26.5	0.0	25.7
INVESTISSEMENTS ET FONDS DE CONTREPARTIE	-22.3	0.0	0.0	63.7	0.0	-16.5	0.0	27.7	-16.9	0.0	8.2	0.0	-47.3
AUTRES DEPENSES DU PERSONNEL	-2.8	0.0	0.0	9.7	0.0	-2.4	0.0	4.1	5.4	0.0	5.0	0.0	-8.3
AUTRES TRANSFERTS	-13.4	0.0	0.0	66.8	0.0	-11.9	0.0	25.4	65.6	0.0	-15.8	0.0	-105.6
SUBVENTION	-9.3	0.0	0.0	46.6	0.0	-8.3	0.0	17.5	-11.4	0.0	-5.6	0.0	-21.7
PARTICIPATION ET RESTRUCTURATION	-8.0	0.0	0.0	22.7	0.0	-5.9	0.0	9.8	-5.9	0.0	2.9	0.0	-16.9
DETTE INTERIEURE RESEAU BUDGET	-13.28	0.00	0.00	-20.81	0.00	0.00	0.00	-0.61	0.62	0.00	-0.01	0.00	0.00
Restes à Payer de moins de trois mois	557.1	-	-	- 401.1	-	60.5	-	- 124.2	- 52.8	-	66.6	-	207.1
BIENS ET SERVICES	140.15	0.00	0.00	-143.40	0.00	32.36	0.00	-18.22	-2.77	0.00	16.07	0.00	103.83
INVESTISSEMENTS ET FONDS DE CONTREPARTIE	62.67	0.00	0.00	-60.29	0.00	13.35	0.00	-9.54	-0.71	0.00	9.41	0.00	31.20
AUTRES DEPENSES DU PERSONNEL	60.78	0.00	0.00	-56.29	0.00	7.56	0.00	-7.60	-3.82	0.00	4.20	0.00	10.99
AUTRES TRANSFERTS	169.87	0.00	0.00	-62.41	0.00	-3.38	0.00	-57.48	-32.06	0.00	20.36	0.00	23.75
SUBVENTION	67.53	0.00	0.00	-24.81	0.00	-1.35	0.00	-22.85	-12.74	0.00	8.09	0.00	9.44
PARTICIPATION ET RESTRUCTURATION	56.08	0.00	0.00	-53.95	0.00	11.95	0.00	-8.54	-0.64	0.00	8.42	0.00	27.92
DETTE INTERIEURE RESEAU BUDGET	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Total (en milliards de FCFA)	460.6	-	-	279.0	-	- 79.7	-	117.1	16.7	-	21.1	-	- 174.1

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires **** données estimées

Source : CAA/CNDP

III.2.3. VARIATION DE LA DETTE FLOTTANTE

Au 31 décembre 2024, le volume de la dette flottante a réduit de 50 milliards de FCFA, destiné au paiement de la dette fiscale. Pour l'année 2025, ce paiement est programmé à hauteur de 110 milliards de FCFA dans la Loi de Finances.

IV. EVOLUTION DES ENGAGEMENTS ET DES NOUVEAUX EMPRUNTS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Au 31 décembre 2024, l'évolution des agrégats visés se présentent comme suit :

- ✓ **880,1 milliards de FCFA d'engagements contractés**, dominés par les financements non concessionnels (64,1%) ;
- ✓ **Décrets d'habilitation signés à hauteur de 97 milliards de FCFA**, portant le total en attente de signature à **226,7 milliards de FCFA** ;
- ✓ **Décaissements annuels atteignant 2 423,2 milliards de FCFA**, avec une prépondérance des financements extérieurs (51,2%) ;
- ✓ **Hausse de la part des financements non concessionnels (62,9%)**, nécessitant un suivi accru pour assurer la soutenabilité de la dette.

L'optimisation du mix de financement et le suivi rigoureux des engagements demeurent essentiels pour garantir une exécution budgétaire efficace et maîtriser l'endettement public.

IV.1. NOUVEAUX ENGAGEMENTS SIGNES

Au quatrième trimestre 2024, le Gouvernement a signé trois nouveaux engagements, portant le total des engagements contractés en 2024 à treize (13) conventions de prêts projets, auxquels s'ajoute l'émission obligataire internationale souscrite en juillet 2024.

- **Cumul et évolution trimestrielle des engagements**

- **Engagements signés au quatrième trimestre 2024** portent sur **107 milliards de FCFA**, marquant une **baisse par rapport au troisième trimestre 2024** ;

- **Montant total des engagements sur l'année 2024 : 880,1 milliards de FCFA, soit 92,6% du plafond fixé à 950 milliards de FCFA en valeur nominale ;**
- **Répartition des engagements contractés :**
 - ✓ **35,9% sous forme de prêts concessionnels ;**
 - ✓ **64,1% sous forme de prêts non concessionnels.**

Tableau 18 : Engagements signés en 2024

N°	Nom du projet	Date signature de la convention	Bailleur	Devise	Montants en millions de devise	Montants en Milliards de FCFA à la date de signature	Montants en Milliards de FCFA (évaluation au 31/12/24)	Types de créanciers	Taux d'intérêt	Maturité (en années)	Période de grace (en années)	Concessionnalité	Instruments
1	Projet de construction de la route Eholowa-Akomil-Kibi	11/01/2024	Standard Chartered Bank	EUR	11.94	7.8	7.8	Commercial	Euribor 6m + 5.250%	5	1	Non concessionnel	EUR_10
2	Projet d'aménagement de 15 280 hectares de périmètres hydroagricoles dans la localités de Mbéré, Vina et du Faro et Deo, Région de l'Adamaoua	30/01/2024	Standard Chartered Bank/ UK Export Finance	EUR	76.23	50.0	50.0	Commercial	Euribor + 1.1%	13	3	Non concessionnel	EUR_10
3	Projet d'aménagement de 15 280 hectares de périmètres hydroagricoles dans la localités de Mbéré, Vina et du Faro et Deo, Région de l'Adamaoua	30/01/2024	Standard Chartered Bank	EUR	2.89	1.9	1.9	Commercial	Euribor + 5.5%	5	1	Non concessionnel	EUR_10
4	Projet régional d'amélioration de la performance du corridor //route Douala/Ndjamea	24/02/2024	DA	EUR	275.90	181.0	181.0	Multilatéral	1.09%	30	5	Concessionnel	EUR_3
5	Projet d'aménagement territorial et de promotion du secteur privé de la région de l'Extrême Nord	12/04/2024	BAD	EUR	203.11	133.2	133.2	Multilatéral	Euribor + 1.2%	25	7	Non concessionnel	EUR_6
6	Projet de constitution d'un Parc intercommunal d'engins de génie civil et hydraulique	22/05/2024	Standard Chartered Bank / US Exim / PEFCD	USD	72.86	43.7	46.1	Commercial	Term SOFR + 0.7%	9	2	Non concessionnel	EUR_14
7	Projet de constitution d'un Parc intercommunal d'engins de génie civil et hydraulique	22/05/2024	Standard Chartered Bank	USD	18.75	11.2	11.9	Commercial	TERM SOFR + 6.25%	5	1	Non concessionnel	EUR_14
8	Projet de mobilité urbaine de Douala	22/07/2024	DA	EUR	206.10	135.2	135.2	Multilatéral	1.09%	30	7	Concessionnel	USD_4
9	Projet de mobilité urbaine de Douala	22/07/2024	BRD	EUR	191.50	125.6	125.6	Multilatéral	Euribor + 0.88%	30	7	Non concessionnel	USD_7
10	Emission d'obligations internationales	31/07/2024	Eaton Vance/ Blackrock/ Citigroup/Abende en Millennium Management Global Investment	USD	550.00	333.5	348.3	Commercial	9.50%	7	2	Non concessionnel	EUR_13
11	Projet d'interconnexion des Réseaux Electriques du Cameroun et du Tchad (PRECT)	02/08/2024	BID	EUR	122.73	80.5	80.5	Multilatéral	SwapEur10y + 1.90%	20	4	Non concessionnel	USD_8
12	Financement partiel du projet d'électrification rurale par système solaire photovoltaïque de 200 localités phase III (partie II)	11/12/2024	AFREMBANK	EUR	38.10	25.0	25.0	Commercial	Euribor+6%	7	2	Non concessionnel	EUR_10
13	Projet d'extension au plan national du système intelligent de vidéosurveillance urbaine	20/12/2024	China Citic Bank	EUR	50.00	32.8	32.8	Commercial	Euribor + 2.5%	12	3	Non concessionnel	EUR_10
14	Projet de réhabilitation et d'extension de la Station d'Adduction d'Eau Potable à Iapoma (Douala)	20/12/2024	EKSPORTKRE DITT NORGE SA	EUR	74.74	49.0	49.0	Bilatéral	CRRR fixe 3.36%	15	3	Non concessionnel	EUR_10

TOTAL prêts projets	877.0	880.1
<i>non concessionnel</i>	<i>560.9</i>	<i>563.9</i>
<i>concessionnel</i>	<i>316.2</i>	<i>316.2</i>
TOTAL appuis budgétaires	.	.
TOTAL Emission d'obligations internationales	333.5	348.3
TOTAL	1 210.6	1 228.4

Source : CAA/CNDP

IV.2. DECRETS D'HABILITATION

Au quatrième trimestre 2024, trois décrets d'habilitation ont été signés, portant sur :

1. **Un prêt de 41,4 milliards de FCFA destiné au Projet d'Appui à la Promotion de l'Entrepreneuriat et à l'Amélioration des Compétences en Soutien à l'Industrialisation (PEAC) ;**
2. **Un financement complémentaire pour le projet de développement des chaînes de valeur du riz au Cameroun d'un montant de 6 milliards de FCFA environ ;**
3. **Un financement pour le Programme d'Appui au Redressement du Secteur de l'Électricité au Cameroun (PARSEC) ; pour un montant d'environ 49 milliards de FCFA.**

Le Montant des décrets en attente de signature des conventions de prêts s'élèvent à 226,7 milliards de FCFA à fin décembre 2024.

Tableau I9 : Décrets d'habilitation signés en instance

N°	Nom du projet	Date du décret	Bailleur	Devise	Montants en millions de devise	Montants en Milliards de FCFA affichés dans la publication	Montants en Milliards de FCFA (évaluation au 31 décembre 2024)	Concessionnalité
1	Projet de construction de la route Ebolowa-Akomli-Kribi	04/08/2023	Standard Chartered Bank	EUR	198,8	130,4	130,4	Non concessionnel
2	Projet d'Appui à la Promotion de l'Entreprenariat et à l'Amélioration des Compétences en soutien à l'industrialisation (PEAC)	25/11/2024	BAD	EUR	63,1	41,5	41,4	Non concessionnel
3	Projet de Développement de la Chaîne de Valeur du Riz au Cameroun (PDCVRC)	02/12/2024	FKDEA	KWD	3,0	5,9	6,2	Non concessionnel
4	Programme d'Appui au Redressement du Secteur de l'Electricité au Cameroun (PARSEC)	03/12/2024	BAD	EUR	74,3	48,7	48,7	Concessionnel
GRAND TOTAL						226,5	226,7	

Source : CAA/CNDP

IV.3. DECAISSEMENTS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

En décembre 2024, les tirages effectués sur emprunts publics se chiffrent à **275,8 milliards de FCFA**, répartis comme suit :

- ✓ **18,8%** mobilisés auprès des bailleurs de fonds extérieurs ;
- ✓ **81,2%** auprès des bailleurs de fonds intérieurs.

- **Cumul et évolution trimestrielle des décaissements**

- **Décaissements au quatrième trimestre 2024 : 505,5 milliards de FCFA**, soit une baisse de **17,9%** par rapport au troisième trimestre 2024.
- **Cumul des décaissements annuels (janvier - décembre 2024) : 2 423,2 milliards de FCFA**, soit une hausse de **36,5%** par rapport à 2023 : dont (i) **51,2%** sur financements extérieurs et (ii) **48,8%** sur financements intérieurs.

IV.3.1. Décaissements sur financements extérieurs

En décembre 2024, les tirages sur financements extérieurs sont évalués à **57,9 milliards de FCFA**, portant le cumul annuel à **1 241,0 milliards de FCFA**.

Les Tirages extérieurs au quatrième trimestre 2024 s'évaluent à **163 milliards de FCFA**, en baisse de **67%** par rapport au troisième trimestre 202, et de **49,3%** par rapport au quatrième trimestre 2023.

Ces ressources ont été mobilisées auprès de différents bailleurs :

- ✓ **38,5%** auprès des partenaires multilatéraux ;
- ✓ **13,6%** auprès des bailleurs bilatéraux ;
- ✓ **47,9%** auprès des créanciers commerciaux.

IV.3.1.1. Décaissements par bailleur

L'analyse des décaissements extérieurs par bailleurs de fonds montre qu'au cours du mois de décembre 2024, les ressources ont été mobilisées à hauteur de (i) **40,9%** auprès des partenaires multilatéraux et (ii) **48,6%** auprès des bailleurs bilatéraux. Et **10,5%** sur le guichet commercial.

Tableau 20 : Décaissements sur emprunts extérieurs par bailleur

Rubriques	Total 2023 **	Janvier 2024 ***	Février 2024 ***	Mars 2024 ***	Avril 2024 ***	Mai 2024 ***	Juin 2024***	juillet 2024 ***	Août 2024 ***	Septembre 2024 ***	Octobre 2024 ***	Novembre 2024 ***	Décembre 2024***	Total 2024 ***
Montants en millions de FCFA														
Multilatéral	494 883	24 153	28 063	63 293	24 230	28 098	64 922	91 106	35 525	25 360	17 592	52 025	23 658	478 025
BAD	83 732	6 077	3 166	3 251	8 947	4 328	6 137	1 847	8 586	1 336	6 129	4 717	4 810	59 332
<i>dont Appuis budgétaires PEF</i>	23 317	-	444	-	-	353	137	65	113	46	-	139	250	1 547
<i>appuis budgétaires COVID-19</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
BADEA	5 280	-	-	10	-	-	-	1 298	-	-	-	-	-	1 308
BDEAC	3 998	-	-	-	330	161	-	2 442	2 500	-	-	-	-	5 434
BID	37 555	1 392	1 347	1 664	1 671	460	141	569	2 160	13 252	2 240	1 478	4 767	31 140
BIRD	88 180	6 743	4 753	29 648	7 230	691	-	189	2 940	1 494	2 881	823	10 115	67 506
<i>dont Appuis budgétaires PEF</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FAD	10 261	666	822	9 209	362	1 988	462	441	10	310	149	94	723	15 234
FIDA	4 721	-	1 356	-	-	-	2 366	43	-	-	951	-	680	5 311
FMI	133 630	-	-	-	-	-	-	71 815	-	-	-	-	-	71 815
<i>dont appuis budgétaires PEF 2017-2020</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>appuis budgétaires COVID-19</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>appuis budgétaires FCE-PEF 2021-2023</i>	44 543	-	-	-	-	-	-	14 731	-	-	-	-	-	14 731
<i>appuis budgétaires MEDC-PEF 2021-2023</i>	89 086	-	-	-	-	-	-	29 462	-	-	-	-	-	29 462
<i>appuis budgétaires FRD 2024-2025</i>	-	-	-	-	-	-	-	27 621	-	-	-	-	-	27 621
IDA	127 526	9 274	16 619	19 511	5 689	20 469	55 816	12 548	19 329	8 969	5 242	44 914	2 563	220 944
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	587	-	-	32 251	-	32 838
UE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bilatéral	157 174	20 403	3 148	1 142	-	28 613	71 668	96	685	1 950	11 327	1 286	28 140	168 458
ALLEMAGNE	576	-	-	384	-	-	-	96	-	-	-	96	-	576
FRANCE	26 437	4 789	-	-	-	27 337	-	-	685	-	-	-	-	32 811
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>	26 238	-	-	-	-	26 238	-	-	-	-	-	-	-	26 238
Japon	4 463	392	-	758	-	-	2 633	-	-	-	1 135	1 190	-	6 107
Corée du Sud	81	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
EXIMBANK DE CHINE	109 547	15 065	2 688	-	-	-	68 557	-	-	-	10 193	-	27 499	124 001
EXIMBANK TURQUE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
INDE	14 299	157	460	-	-	1 276	479	-	-	1 950	-	-	642	4 963
KOWEÏT	1 772	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Commercial	38 835	131 191	11 088	14 187	13 378	41 107	14 755	339 546	-	-	6 302	16 920	6 060	594 535
AFRICAN EXPORT IMPORT BANK	4 519	131 191	-	14 187	519	-	3 632	-	-	-	1 952	-	6 060	157 543
<i>dont Financement COVID 19 AVAT</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Financement COVID 19 COVAX</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bank of China	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Belfius	7 853	-	651	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	651
BMCE Bank	985	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CDS group privée Nouvelle Zelande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CITI GROUP	-	-	-	-	-	-	-	333 516	-	-	-	-	-	333 516
Comercial-eurobond	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Commerz bank Allemagne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Deutsche banque Espagne	2 548	-	-	-	130	2 232	1 013	-	-	-	2 456	9 337	-	15 168
ICBC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Inter Islamic trade Finance Corporation	16 942	-	10 438	-	3 311	38 875	2 823	-	-	-	-	-	-	55 446
INTESA SANPAOLO SPA	-	-	-	-	-	-	7 287	-	-	-	-	-	-	7 287
NR ECOMR	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Raiffeisen Bank Inter AG	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SOCIETE GENERALE DE PARIS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SOCIETE GENERALE NEW YORK	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SOCIETE GENERALE NEW YORK- EXIM BANK US	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Standard Chartered Londres	5 989	-	-	-	6 087	-	-	6 030	-	-	1 893	7 584	-	21 593
UNICREDIT	-	-	-	-	3 331	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Général	690 893	175 747	42 298	78 622	37 608	97 818	151 345	430 748	36 210	27 310	35 221	70 231	57 859	1 241 017

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

IV.3.1.2. Décaissements par concessionnalité

Selon la définition du FMI, un prêt est dit concessionnel si son élément don (rapport exprimé en pourcentage, de l'écart entre la valeur initiale et la valeur actualisée du prêt, divisé par la valeur initiale du prêt) est supérieur ou égal à 35%.

Les décaissements effectués en décembre 2024 sur les ressources concessionnelles pour les prêts projets sont estimés à **5,8 milliards de FCFA**, soit **10,1%** des tirages sur prêts projets. En revanche, **52,0 milliards de FCFA** ont été décaissés sur les ressources non concessionnelles, représentant **89,9%** du montant décaissé sur prêts projets.

Le cumul des décaissements (hors appuis budgétaires et prêts à court terme) pour l'année 2024 s'élève à **588,9 milliards de FCFA**, dont **2018 milliards de FCFA de ressources concessionnelles**.

Sur une prévision révisée de **783 milliards de FCFA** de prêts projets à décaisser au cours de l'année 2024, près de **75,2%** de ce chiffre avait été atteint à fin décembre 2024, selon les avis de décaissements enregistrés à la CAA au 15 février 2025.

Depuis le début de l'année, ces décaissements hors appuis budgétaires et prêts à court terme ont été effectués à **37,1%** sur des ressources concessionnelles et **62,9%** sur des ressources non concessionnelles.

Tableau 21 : Décaissements par type de concessionnalité (en millions de FCFA)

Rubriques	Total 2023 ***	Janvier 2024 ***	Février 2024 ***	Mars 2024 ***	Avril 2024 ***	Mai 2024 ***	Juin 2024***	Juillet 2024***	Août 2024 ***	Septembre 2024 ***	Octobre 2024 ***	Novembre 2024 ***	Décembre 2024***	Total 2024 ***
Montants en millions de FCFA														
Multilatéral	494 883	24 153	28 063	63 293	24 230	28 098	64 922	91 106	35 525	25 360	17 592	52 025	23 658	478 025
Concessionnel	330 682	4 516	4 506	29 423	13 217	24 990	60 082	86 232	18 629	6 733	9 633	37 593	5 839	301 392
dont Appuis budgétaires	133 630	-	444	-	-	353	137	71 879	587	-	-	32 251	-	105 652
FMI	133 630	-	-	-	-	-	-	71 815	-	-	-	-	-	71 815
BIRD	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
BAD	-	-	444	-	-	353	137	65	-	-	-	-	-	999
IDA	-	-	-	-	-	-	-	-	587	-	-	32 251	-	32 838
Non Concessionnel	164 202	19 637	23 556	33 870	11 013	3 108	4 840	4 874	16 896	18 627	7 959	14 432	17 819	176 632
dont Appuis budgétaires	23 317	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
BAD	23 317	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bilatéral	157 174	20 403	3 148	1 142	-	28 613	71 668	96	685	1 950	11 327	1 286	28 140	168 458
Concessionnel	33 130	392	-	1 142	-	26 238	2 633	96	-	-	1 135	1 286	-	32 921
dont Appuis budgétaires AFD	26 238	-	-	-	-	26 238	-	-	-	-	-	-	-	26 238
Non Concessionnel	124 045	20 011	3 148	-	-	2 375	69 036	-	685	1 950	10 193	-	28 140	135 537
Commercial	21 893	131 191	651	14 187	10 067	2 232	11 932	339 546	-	-	6 302	16 920	6 060	539 089
Concessionnel	6 973	-	-	-	9 418	-	-	6 002	-	-	-	410	-	15 831
Non Concessionnel	14 920	131 191	651	14 187	649	2 232	11 932	333 543	-	-	6 302	16 510	6 060	523 258
dont émission internationales	-	-	-	-	-	-	-	333 543	-	-	-	-	-	333 543
dont prêt Afreximbank pour RAP Dette Intérieure	-	131 191	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	131 191
dont eurobond 2021	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
dont financement vaccination COVAX et AVAT	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total prêts à moyen terme	673 951	175 747	31 861	78 622	34 297	58 943	148 522	430 748	36 210	27 310	35 221	70 231	57 859	1 185 571
Total appuis budgétaires	183 185	-	444	-	-	26 591	137	71 879	587	-	-	32 251	-	131 890
Total hors appuis budgétaires	490 766	175 747	31 417	78 622	34 297	32 352	148 385	358 868	35 623	27 310	35 221	37 981	57 859	1 053 681
dont	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
(1) Total prêts projets	490 766	44 556	31 417	78 622	34 297	32 352	148 385	25 325	35 623	27 310	35 221	37 981	57 859	588 947
Concessionnel	237 155	4 908	4 062	30 565	22 635	24 637	62 577	20 451	18 042	6 733	10 768	7 038	5 839	218 254
Non Concessionnel (hors eurobond & prêt Afreximbank pour RAP dette intérieure)	253 610	39 648	27 355	48 058	11 662	7 715	85 808	4 874	17 581	20 577	24 454	30 942	52 019	370 693
(2) Eurobond	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
(3) Prêt Afreximbank pour RAP Dette Intérieure	-	131 191	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	131 191
(4) Emissions internationales	-	-	-	-	-	-	-	333 543	-	-	-	-	-	333 543
Prêts à court terme	16 942	-	10 438	-	3 311	38 875	2 823	-	-	-	-	-	-	55 446
ITFC - Campagne cotonnière 2016/2017	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ITFC - Importations pétrole brute SONARA	-	-	10 438	-	3 311	35 097	2 823	-	-	-	-	-	-	51 668
ITFC - Financement Mourabaha pour les opérations d'importation des intrants agricoles et de coton graines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
BADDEA - Projet de financement de l'importation des engrais	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ITFC - Campagne cotonnière 2019/2020	13 119	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ITFC-Financement mourabaha pour l'achat d'alumine et autres palètes premières et leur vent en République du Cameroun	3 823	-	-	-	-	3 778	-	-	-	-	-	-	-	3 778
Grand total	690 893	175 747	42 298	78 622	37 608	97 818	151 345	430 748	36 210	27 310	35 221	70 231	57 859	1 241 017

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

IV.3.1.3. Décaissements par projet/programme

L'analyse des tirages effectués par projet/programme met en évidence une évolution significative au quatrième trimestre 2024, traduisant une dynamique de mobilisation des financements pour divers projets de développement.

- Au mois de décembre 2024, 29 projets bénéficiaires ont reçu des décaissements pour un montant total de 57,9 milliards de FCFA. Depuis janvier 2024, les décaissements ont été répartis entre 97 projets/programmes, pour un montant total de 1 241 milliards de FCFA.
- La progression des financements reflète une évolution par rapport à 2023, mettant en évidence un rythme d'exécution acceptable, mais encore en dessous des attentes budgétaires.

Tableau 22 : Décaissements par projet en millions de FCFA

N	Intitulé du Projet (Montants en millions de FCFA)	Devise	Janvier 2024 ***	Fév 2024 ***	Mars 2024 ***	Avril 2024 ***	Mai 2024 ***	Juin 2024 ***	Juillet 2024 ***	Août 2024 ***	Septembre 2023 ***	Octobre 2023 ***	Novembre 2023 ***	Décembre 2024 ***	Total 2024 ***	Taux de décaissement au 30/11/2024
1	Projet de Réalisation des Plantations de Manioc	USD	157	460	-	-	1 276	479	-	-	1 950	-	-	642	4 963	88%
2	PROJET D AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE LOM PANGAR-2012200	XAF	-	-	-	-	-	-	2 442	-	-	-	-	-	2 442	40%
3	PROJET D AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE LOM PANGAR-2012201	FUA	-	585	1 044	-	1 408	-	-	-	-	-	-	-	3 037	94%
4	Projet d appui au renforcement des services de soins de santé primaire et secondaire	USD	-	-	-	-	-	-	209	-	-	-	-	-	209	30%
5	Projet d appui au renforcement des services de soins de santé primaire et secondaire	ISD	-	-	-	-	-	-	-	-	119	-	-	235	354	28%
6	Projet d appui au renforcement des services de soins de santé primaire et secondaire	USD	-	-	-	-	-	-	-	-	-	117	-	91	207	47%
7	Appui à la scolarisation dans les zones d Education prioritaire-2014205	ISD	16	31	61	-	21	-	-	-	-	-	-	-	129	92%
8	Appui à la scolarisation dans les zones d Education prioritaire-2014206	USD	3	12	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15	56%
9	Projet adduction eau potable yaoundé saraga	USD	-	2 688	-	-	-	38 221	-	-	-	-	-	-	40 908	100%
10	Projet de construction route Batchenga-Lena	JPY	392	-	758	-	-	1 883	-	-	-	-	1 190	-	4 223	67%
11	Projet d aménagement et de bitumage de la route Batchenga ngoundéré	XAF	-	-	-	251	114	-	-	2 500	-	-	-	-	2 865	31%
12	projet d aménagement route Batchenga Nui-Yoko-Lena	EUR	1 171	546	2 369	4 747	463	3 947	-	284	895	3 558	3 284	2 559	23 824	68%
13	projet d aménagement route Batchenga Lena	FUA	159	15	8 065	9	126	23	59	-	-	10	-	304	8 770	93%
14	socio-écologiques du bassin du Lac Iohad	FUA	194	48	99	72	232	-	-	10	-	-	-	-	655	99%
15	Projet de d électrification rurale dans trois régions au CMR	USD	-	-	-	-	-	-	979	-	-	-	-	-	979	26%
16	Projet dorsale à fibre optique d Afrique Centrale	EUR	-	-	277	-	-	-	-	-	-	-	-	-	277	51%
17	Projet d alimentation en eau du complexe industriel portuaire de Kibi	EUR	-	651	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	651	82%
18	Projet d aménagement du la municipal et vallée de la Mingoa à Yohé	EUR	-	-	-	130	2 232	1 013	-	-	-	-	-	-	3 375	82%
19	Programme National de Développement Participatif phase III	XDR	-	-	349	-	-	-	-	-	-	-	-	-	349	98%
20	Construction de la route ketta Djou (Phase 2)	EUR	320	305	226	16	-	129	-	-	-	1 389	150	417	2 951	74%
21	Projet de développement des chaînes de valeurs agricoles (PD-CVA)	EUR	-	-	199	2 535	887	431	480	-	216	94	111	64	5 016	67%
22	Projet de développement du Mont Mbapit (phase 2)	USD	250	-	-	19	-	-	-	-	-	-	-	-	269	84%
23	Projet de développement du Mont Mbapit 2	USD	396	-	668	-	-	-	-	30	398	-	-	-	1 492	92%
24	Projet Route Ketta-Djoum phase 2 tronçon Minton-frontière du Congo	XAF	-	-	-	79	47	-	-	-	-	-	-	-	126	33%
25	Projet de construction de 10000 logements sociaux	EUR	-	-	-	-	-	7 287	-	-	-	-	-	-	7 287	38%
26	Corridor Yaoundé-Brazzaville II (Mintom-Lele)	JPY	-	-	-	-	-	750	-	-	-	1 135	-	-	1 884	63%
27	Projet de construction en eau profonde de Kibi phase2	USD	-	-	-	-	-	22 389	-	-	-	10 193	-	27 499	60 080	70%
28	Projet de construction en eau profonde de Kibi phase 2	CNY	-	-	-	-	-	7 947	-	-	-	-	-	-	7 947	100%
29	Projet d alimentation en eau et assainissement en milieu rural	USD	-	5	-	-	58	-	-	-	-	-	-	-	63	52%
30	projet de développement de la commercialisation de bétails et des infrastructures	USD	-	-	-	6	-	-	-	-	-	-	-	-	6	20%
31	Projet de développement rural intégré de Chari Logone 2	ISD	49	200	-	20	-	-	-	-	-	177	56	-	503	77%
32	Projet de développement intégré de Chari Logone 2	USD	523	201	139	418	-	-	-	798	556	232	189	179	3 235	58%
33	Projet de développement du secteur de transport	EUR	53	-	25 889	-	-	-	-	-	-	-	-	-	25 943	80%
34	Programme d appui au secteur de transport phase 2-2017210	EUR	4 201	728	147	65	755	127	734	-	150	632	451	1 096	9 086	84%
35	Programme d appui au secteur de transport phase 2-2017211	FUA	-	34	-	65	120	45	67	-	97	-	94	130	652	10%
36	Projet de développement du secteur de l Elevage	XDR	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	97%
37	projet de remise à niveau du réseau de transport d électricité	EUR	6 689	4 753	3 759	7 230	691	-	189	2 940	1 494	2 881	823	10 115	41 564	70%
38	Projet de renforcement du système national de transfusion sanguine au Cameroun-2017216	ISD	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	60	60	34%
39	Projet de renforcement du système national de transfusion sanguine au Cameroun-2017217	USD	-	-	-	-	-	-	-	-	-	796	-	-	796	19%
40	Projet d adduction d eau potable dan 9 villes_phase 2	CNY	15 065	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15 065	60%
41	Programme de Modernisation du Système d'Information de la Direction Générale des Impôts-Phase I (PMSI-DGI I)	EUR	-	-	384	-	-	-	96	-	-	-	96	-	576	9%
42	Projet de construction du pont sur la Logone entre Yagoua et Bongor-2018201	FUA	209	139	-	-	96	377	-	-	-	139	-	288	1 248	66%
43	Projet de construction du pont sur la Logone entre Yagoua et Bongor-2018202	EUR	319	430	33	24	309	-	4	-	0	405	544	424	2 494	48%
44	Projet additionnel de financement du développement communautaire	EUR	-	-	1 082	853	-	-	-	-	-	-	-	-	1 936	45%
45	Projet agricole développement chaîne de valeur	ISD	-	-	-	-	-	-	-	-	14	-	-	-	14	10%
46	Projet agricole chaîne de valeurs	USD	154	899	737	51	358	141	569	418	11 930	99	303	184	15 843	64%
47	projet agricole des chaînes de valeur	USD	-	-	61	1 157	23	-	-	913	235	90	57	-	2 536	63%
48	Projet de développement de l hydroélectricité sur la saraga	EUR	748	-	-	106	-	15	101	-	1 244	27	46	104	2 391	78%
49	Projet de développement de l hydroélectricité sur la Saraga	EUR	660	14	-	72	-	26	77	-	1 018	22	83	4	1 976	79%
50	Projet de développement des villes inclusives et résilientes	EUR	1 395	14 675	562	-	258	187	-	763	-	-	10 737	442	29 019	57%
51	Projet d appui à la réforme de l éducation	EUR	3 205	-	359	35	108	2 427	-	232	227	-	-	-	6 593	66%
52	Projet d amélioration des de l efficacité des dépenses publiques et du système statistique (PEPS)	EUR	59	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	59	70%
53	Projet d études et de préparation d un programme d approvisionnement en eau potable et d assainissement en milieu rural	FUA	-	-	-	-	6	17	-	-	-	-	-	-	23	9%

Source : CAA

N	Intitulé du Projet (Montants en millions de FCFA)	Devises	Janvier 2024 ***	Fév 2024 ***	Mars 2024 ***	Avril 2024 ***	Mai 2024 ***	Juin 2024 ***	Juillet 2024 ***	Août 2024 ***	Septembre 2023 ***	Octobre 2023 ***	Novembre 2023 ***	Décembre 2024 ***	Total 2024 ***
54	PPF - Projet de mobilité urbaine de Douala	USD	-	250	210	-	-	67	-	-	-	-	-	-	527
55	Projet appui au secteur de transport phase 3 - Construction de la Ring-Road	EUR	-	444	-	-	353	137	65	113	46	-	139	250	1 547
56	Programme de promotion de l'entreprenariat agropastoral des jeunes - Tranche 2	XDR	-	-	-	-	-	-	43	-	-	-	-	-	43
57	programme intégré dev adapt chang climatique	FUA	-	-	-	-	-	-	109	-	-	-	-	-	109
58	projet de développement des chaînes de valeur élevage et pisciculture	EUR	67	713	-	58	339	488	564	8 189	29	51	37	-	10 535
59	Projet d'elec rural accès energie zone desservie	EUR	639	-	-	522	162	703	62	-	1 285	352	-	207	3 930
60	Projet de construction et d'équipement de l'Hopital regional de Mbalmayo	USD	-	-	10	-	-	-	110	-	-	-	-	-	120
61	Deuxieme phase du projet d'appui au developpemetn des filieres agricoles (PADFA)	XDR	-	1 056	-	-	-	1 656	-	-	-	666	-	476	3 855
62	Deuxieme phase du projet d'appui au developpemetn des filieres agricoles (PADFA)	XDR	-	300	-	-	-	710	-	-	-	285	-	204	1 499
63	Etude de faisabilité pour le prolongement de la ligne ferroviaire entre le Cameroun et le Tchad	FUA	105	-	-	216	-	-	205	-	213	-	-	-	739
64	Projet d'aménagement de la Route Nationale N°11, la Ring Road	EUR	-	-	-	1 101	893	642	-	-	-	-	-	-	2 636
65	Projet d'aménagement de la Route Nationale N°11, la Ring Road	EUR	-	-	-	401	328	237	-	-	-	-	-	-	966
66	Projet de relance et de développement de la region du Lac Tchad	EUR	440	25	399	1 358	234	2 644	944	548	1 066	248	235	774	8 915
67	Appui budgétaire Facilité Elargie de Crédit	XDR	-	-	-	-	-	-	14 731	-	-	-	-	-	14 731
68	Appui budgétaire Mécanisme Elargi de Crédit	XDR	-	-	-	-	-	-	29 462	-	-	-	-	-	29 462
69	Projet de rehabilitation de la penetrante Est de la ville de Douala (Phase II)	EUR	-	-	-	6 087	-	-	6 002	-	-	-	410	-	12 499
70	PAREC Financement additionnel	EUR	1 356	-	-	113	-	2 667	-	571	-	155	-	-	4 862
71	Projet d'Appui au développement de l'enseignement secondaire et des compétences pour la croissance et l'emploi (PADESCE)	EUR	-	86	-	1 120	154	12 906	-	414	10	-	240	-	14 930
72	Projet d'Aménagement et valorisation des investissements de la vallée de la Bénoué (VIVA BÉNOUÉ)	EUR	-	846	995	361	720	768	1 100	911	168	972	362	251	7 452
73	projet de l'autonomisation des femmes du sahel et dividende démographique au sahel (SWEED 2)	EUR	130	173	32	153	7 600	102	315	110	84	115	-	330	9 142
74	projet d'Interconnexion des Réseaux Electriques du Cameroun et du Tchad (RISRIN)	EUR	-	107	13 711	-	-	1 617	8 087	184	1 063	2 998	-	-	27 766
75	Projet d'importation du petrole par la SONARA	EUR	-	10 438	-	3 311	35 097	2 823	-	-	-	-	-	-	51 668
76	Appui budgétaire Accord Cadre de ligne de crédit N° CCM 1657	EUR	-	-	-	-	26 238	-	-	-	-	-	-	-	26 238
77	PPFI - Local Governance and Resilient Communities Project	USD	-	-	-	-	-	-	-	-	-	55	-	-	55
78	Projet d'Aménagement et de Valorisation des Investissements de la Vallée du Logone (VIVA-LOGONE)	EUR	134	152	238	197	169	17 723	862	411	176	88	-	452	20 603
79	Projet filets sociaux adaptatifs et inclusion économiques	EUR	510	195	1 171	318	5 629	2 915	-	1 483	164	212	237	-	12 833
80	Projet d'Urgence de Lutte Contre la Crise Alimentaire (PULCCA)	EUR	-	95	404	-	433	1 622	-	13 117	-	-	-	-	15 670
81	Projet d'électrification rurale par systemes solaires photovoltaïques et d'éclairage public dans neuf regions du Cameroun	EUR	-	-	-	3 331	-	-	-	-	-	-	-	-	3 331
82	Financement mourabaha pour l'achat d'alumine et autres patieres premieres et leur vent en Republique du Cameroun	USD	-	-	-	-	3 778	-	-	-	-	-	-	-	3 778
83	Financement du Projet présidentiel de reconstruction et de développement des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest	EUR	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4 018	4 018
84	PPFI Enhancing Connectivity and Resilience in the Far North of Cameroon for Inclusiveness project	USD	-	-	-	69	569	-	-	-	-	-	-	-	500
85	projet d'acquisition des équipements au profit du corps national des sapeurs-pompiers	EUR	4 789	-	-	-	1 099	-	-	685	-	-	-	-	6 573
86	Projet de developpement de la chaine de valeur du riz au Cameroun	ISD	-	-	-	-	-	-	-	-	-	728	874	-	1 602
87	Projet de construction de la route Olouou - Oveng Phase 1	EUR	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 456	9 337	-	11 793
88	Cameroun-Chad Corridor	EUR	-	-	-	-	-	428	1 000	-	-	-	42	-	1 470
89	Projet de gouvernance locale et la resilience des communautés (PROLOG)	USD	-	-	-	412	5 000	-	-	-	-	-	207	-	5 619
90	Appui Budgétaire Cameroon Power Sector Reform Program	EUR	-	-	-	-	-	-	-	587	-	-	32 251	-	32 838
91	Contrat de crédit en faveur de la République du Cameroun	EUR	131 191	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	131 191
92	Phase III du projet d'électrification rurale par système photovoltaïque (200 localités)	EUR	-	-	14 187	519	-	3 632	-	-	-	1 952	-	6 060	26 351
93	Projet de construction de la route Ebolowa-Akomil-Kribi	EUR	-	-	-	-	-	-	27	-	-	-	-	-	27
94	Projet d'aménagement de 15 280 hectares de perimetres hydroagricoles dans la localités de Mbéré, Vina et du Faro et Deo, Region de l'Adamaoua	EUR	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 893	7 173	-	9 066
95	Emission obligations interantionales	USD	-	-	-	-	-	-	333 516	-	-	-	-	-	333 516
96	Appui budgétaire Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD)	XDR	-	-	-	-	-	-	27 621	-	-	-	-	-	27 621
97	Enhancing Connectivity and Resilience in the Far North of Cameroon for Inclusiveness Project	EUR	-	-	-	-	573	9 000	-	-	2 463	-	475	-	12 511
TOTAL			175 747	42 298	78 622	37 608	97 818	151 345	430 748	36 210	27 310	35 221	70 231	57 859	1 241 017

Source : CAA

Conclusion sur l'Évolution des Décaissements par Projet

- ✓ **Augmentation des tirages au quatrième trimestre 2024 par rapport au trimestre précédent ;**
- ✓ **Rythme d'exécution des financements à améliorer et nécessité d'optimiser les ressources afin de rattraper les retards sur certains projets ;**
- ✓ **Suivi régulier nécessaire pour garantir une absorption efficace des fonds et assurer la bonne exécution des projets de développement.**

IV.3.2. Décaissements sur financements intérieurs

Au cours du mois de décembre 2024, un montant de 224,0 milliards de FCFA a été mobilisé (sous forme de titres publics destinés à soutenir la trésorerie de l'Etat) au titre de financements intérieurs, dont 189,9 milliards de FCFA de BTA et environ 34,1 milliards de FCFA d'OTA de maturité 3 ans.

Tableau 23 : Décaissements sur emprunts intérieurs

Rubriques	Total 2023 ***	Janvier 2024 ***	Février 2024 ***	Mars 2024 ***	Avril 2024 ***	Mai 2024 ***	Juin 2024 ***	Juillet 2024 ***	Août 2024 ***	Septembre 2024 ***	Octobre 2024 ***	Novembre 2024 ***	Décembre 2024 ***	Total 2024 ***
(Montants en milliards de FCFA)														
Titres Publics	1 024,6	119,3	53,9	31,2	72,1	248,8	193,2	26,2	37,9	57,4	53,2	65,0	224,0	1 182,2
Bons de Trésor Assimilables (BTA)	741,8	119,3	40,0	23,0	72,1	63,0	168,2	26,2	37,9	37,8	53,2	53,3	189,9	884,0
Obligations de Trésor	282,8	-	13,9	8,2	-	185,8	25,0	-	-	19,6	-	11,6	34,1	298,2
OTA (BEAC)	106,6	-	13,9	8,2	-	185,8	25,0	-	-	19,6	-	11,6	34,1	298,2
OT (BVMAQ)	176,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ECMR 2023 - multitranches	176,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunt BEAC - avances statutaires (PM)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Allouation de DTS (PMI-BEAC)	60,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Endettement Direct Bancaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Général	1 084,6	119,3	53,9	31,2	72,1	248,8	193,2	26,2	37,9	57,4	53,2	65,0	224,0	1 182,2

Source : CAA

Les émissions d'**Obligations du Trésor Assimilables (OTA/OT)** en 2024 se sont établies à **298,2 milliards de FCFA**, dépassant de **7 %** l'objectif fixé par la **Loi de Finances Rectificative (LFR) 2024**, qui prévoyait **280 milliards de FCFA**.

Quant aux **Bons du Trésor Assimilables (BTA)**, les émissions ont atteint **884 milliards de FCFA**, tandis que les remboursements effectués se sont chiffrés à **807 milliards de FCFA**, générant ainsi un solde net positif de **77 milliards de FCFA**.

À la clôture de l'exercice 2024, l'**encours des BTA** s'est consolidé à **497 milliards de FCFA**, nettement supérieur à l'objectif fixés dans la stratégie d'endettement de maintenir la variation de l'encours des BTA nulle..

IV.4. SOLDES ENGAGÉS NON DÉCAISSÉS (SEND's) DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

À fin décembre 2024, les **Soldes Engagés Non Décaissés (SEND's)** de l'Administration Centrale uniquement des **SEND's Extérieurs** sont estimés à **4 669,4 milliards de FCFA**, dont **335,1 milliards de FCFA** sous forme d'appuis budgétaires.

- En glissement annuel, les SEND's enregistrent une hausse de **1,8%** par rapport à décembre 2023.
- Au quatrième trimestre 2024, ces SEND's ont diminué de **78 milliards de FCFA**, soit **-1,6%** de variation par rapport au troisième trimestre 2024 ;

IV.4.1. SEND's Extérieurs

Les **SEND's extérieurs hors appuis budgétaires** devront être tirés auprès des partenaires suivants :

- ✓ **73,6%** auprès des bailleurs de fonds multilatéraux, traduisant la forte prépondérance des engagements auprès des institutions financières internationales ;
- ✓ **9,2%** auprès des partenaires bilatéraux, avec une concentration significative sur la France, qui représente **27,6%** des SEND's bilatéraux. ;
- ✓ **17,2%** auprès des créanciers commerciaux, impliquant une nécessité d'optimiser les conditions de mobilisation pour limiter l'exposition à la dette non concessionnelle.

IV.4.2. SEND's Intérieurs

Les SEND's sur engagements intérieurs sont nuls au 31 décembre 2024.

▪ Analyse et Enjeux des SEND's

◆ **Niveau élevé des engagements non décaissés** : La hausse des SEND's souligne une accumulation des financements engagés mais non encore mobilisés, ce qui peut ralentir l'exécution des projets d'investissement ;

◆ **Dominance des financements multilatéraux** : La structure des SEND's met en évidence une forte dépendance aux bailleurs multilatéraux, nécessitant un suivi des conditions de tirage pour accélérer l'exécution ;

◆ **Optimisation de l'exécution des financements** : Une accélération des tirages est recommandée pour éviter des retards dans l'absorption des fonds et dans l'exécution des projets financés.

✓ **Une meilleure coordination entre les structures de gestion de la dette et les porteurs de projets est essentielle pour accélérer l'absorption des fonds et éviter des accumulations excessives d'engagements non mobilisés et des SEND's problématiques.**

Tableau 24 : Soldes Engagés Non Décaissés sur emprunts extérieurs

Rubriques	SEND's au 31/12/2023 **	SEND's au 31/01/2024***	SEND's au 29/02/2024***	SEND's au 31/03/2024 ***	SEND's au 30/04/2024 ***	SEND's au 31/05/2024 ***	SEND's au 30/06/2024 ***	SEND's au 31/07/2024 ***	SEND's au 31/08/2024 ***	SEND's au 31/09/2024 ***	SEND's au 31/10/2024 ***	SEND's au 31/11/2024 ***	SEND's au 31/12/2024 ***
MULTILATERAUX	3 032.6	3 016.9	3 321.3	3 265.5	3 381.2	3 443.0	3 382.1	3 549.0	3 583.7	3 485.5	3 478.7	3 481.5	3 437.2
BAD	558.9	553.0	550.3	546.9	671.3	667.2	661.4	659.6	651.2	649.9	643.9	639.9	635.4
BADEA	44.0	44.7	45.0	45.0	45.6	44.8	45.3	43.6	42.7	42.2	43.2	44.4	45.4
BDEAC	79.5	79.5	79.5	79.5	79.2	79.0	79.0	76.6	74.1	74.1	74.1	74.1	74.1
BID	199.7	200.2	199.6	198.0	197.8	195.1	196.2	194.9	270.7	188.0	188.3	190.2	187.9
BIRD	148.0	140.8	135.6	106.0	98.7	98.0	98.0	223.5	220.1	218.8	215.7	214.8	204.7
FAD	89.0	89.2	88.1	86.7	86.8	83.8	83.7	83.3	82.7	82.2	82.6	84.0	84.2
FIDA	21.5	21.6	20.4	20.3	20.4	20.2	17.9	18.0	17.8	17.8	17.0	17.3	16.8
FS OPEP	17.1	17.3	17.4	17.4	17.7	17.4	17.5	17.4	17.0	16.9	17.3	17.8	18.2
IDA	1 728.5	1 539.3	1 706.5	1 687.0	1 684.3	1 760.1	1 705.1	1 826.3	1 802.4	1 791.1	1 791.8	1 792.1	1 762.7
UE	72.8	72.8	72.8	72.8	72.8	72.8	72.8	72.8	72.8	72.8	72.8	72.8	72.8
Appuis budgétaires	73.6	258.6	406.0	405.8	406.8	404.4	405.1	333.0	332.1	331.7	332.1	334.1	335.1
FMI	44.1	44.3	192.2	192.0	192.9	190.9	191.7	119.7	118.9	118.5	119.5	121.7	123.0
BIRD	-	0.4	0.4	0.4	0.4	0.5	0.4	0.5	0.4	0.4	0.4	0.4	0.5
BAD	29.5	29.5	29.0	29.0	29.0	28.7	28.5	28.5	28.4	28.3	28.3	28.2	27.9
IDA	-	184.4	184.4	184.4	184.4	184.4	184.4	184.4	184.4	184.4	183.8	183.8	183.8
BILATERAUX	579.0	563.7	561.9	560.7	563.9	528.5	460.8	459.7	453.7	450.5	444.5	451.8	428.5
ALLEMAGNE	10.9	10.9	10.9	10.6	10.3	10.3	10.3	10.2	10.2	10.2	10.2	10.1	10.1
FRANCE	151.0	146.2	146.2	146.2	146.2	118.9	118.9	118.9	118.2	118.2	118.2	118.2	118.2
Appuis budgétaires AFD	26.2	26.2	26.2	26.2	26.2	26.2	-	-	-	-	-	-	-
Japon	28.8	27.8	27.3	26.3	25.6	25.2	22.6	23.7	24.2	24.5	22.6	22.3	21.7
Norvège (EKSPORTKREDITT NORGE SA)	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5
ARABIE SAOUDITE	25.0	25.4	25.6	25.6	25.9	25.5	25.7	25.5	25.0	24.8	25.4	26.1	26.7
Chine	5.3	5.3	5.3	5.3	5.3	5.2	5.3	5.3	5.3	5.3	5.3	5.4	5.4
Corée du Sud	0.9	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8
Emirats Arabes Unis	8.9	9.1	9.1	9.1	9.2	9.1	9.2	9.1	8.9	8.8	9.0	9.3	9.5
EXIMBANK DE CHINE	220.8	208.8	207.0	207.0	209.3	205.8	139.4	138.4	136.2	135.7	128.1	131.1	105.7
INDE	105.8	107.1	107.5	107.6	108.8	105.7	106.4	105.6	103.2	100.6	102.9	105.9	107.5
KOWEÏT	21.1	21.6	21.6	21.7	21.9	21.6	21.8	21.8	21.2	21.1	21.5	22.1	22.5
COMMERCIAUX	745.8	809.9	854.3	840.3	829.8	839.9	828.2	820.0	813.6	811.6	811.9	803.4	803.6
AFRICAN EXPORT IMPORT BANK	29.6	29.6	29.6	15.4	14.8	14.8	11.2	11.2	11.2	11.2	9.3	9.3	3.2
Bank of China	45.6	46.2	46.6	46.6	47.2	46.4	46.9	46.5	45.5	45.2	46.2	47.6	48.6
Belfius	7.5	7.5	6.9	6.9	6.9	6.9	6.9	6.9	6.9	6.9	6.9	6.9	6.9
BMCE Bank	12.7	12.7	12.7	12.7	12.7	12.7	12.7	12.7	12.7	12.7	12.7	12.7	12.7
Commerz bank Allemagne	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Deutsche banque Espagne	91.9	91.9	91.9	91.9	91.8	89.6	88.6	88.6	88.5	88.5	86.1	76.8	76.9
ICBC	180.0	182.6	183.9	184.1	186.3	183.1	185.1	183.7	179.6	178.4	182.5	187.9	191.8
Inter Islamic trade Finance Corporation	61.7	61.8	106.2	106.2	102.9	64.0	61.2	61.1	61.1	61.1	61.1	61.2	61.2
INTESA SANPAOLO SPA	107.2	107.2	107.2	107.2	107.2	107.2	99.9	99.9	99.9	99.9	99.9	99.9	99.9
Raiffeisen Bank Inter AG	3.9	3.9	3.9	3.9	3.9	3.9	3.9	3.9	3.9	3.9	3.9	3.9	3.9
SOCIETE GENERALE DE PARIS	108.7	108.7	108.7	108.7	108.7	108.7	108.7	108.7	108.7	108.7	108.7	108.7	108.7
SOCIETE GENERALE NEW YORK	4.3	4.3	4.3	4.3	4.3	4.3	4.3	4.3	4.3	4.3	4.3	4.3	4.3
SOCIETE GENERALE NEW YORK - EXIM BANK US	9.6	9.6	9.6	9.6	9.6	9.6	9.6	9.6	9.6	9.6	9.6	9.6	9.6
Standard Chartered Londres	79.6	139.3	139.3	139.3	133.2	188.6	189.2	182.7	181.5	181.1	180.5	174.5	175.7
UNICREDIT	3.6	3.6	3.6	3.6	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
TOTAL GENERAL	4 357.4	4 389.5	4 737.4	4 666.5	4 774.9	4 811.5	4 671.1	4 828.8	4 851.0	4 747.6	4 735.1	4 736.7	4 669.4
TOTAL APPUIS BUDGETAIRES	99.8	284.9	432.3	432.1	433.0	430.7	405.1	333.0	332.1	331.7	332.1	334.1	335.1
TOTAL HORS APPUIS BUDGETAIRES	4 257.6	4 104.6	4 305.1	4 234.5	4 341.9	4 380.8	4 266.0	4 495.7	4 518.9	4 415.9	4 403.0	4 402.6	4 334.2

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA .

Point sur l'évolution des SEND's

Les Soldes Engagés Non Décaissés (SEND's) représentent une préoccupation croissante dans la gestion de la dette publique au Cameroun. Ces engagements, bien que non encore liquidés, pèsent implicitement sur la trésorerie de l'État, à travers les commissions d'engagements et influencent la capacité du gouvernement à honorer ses obligations financières. Dans un contexte de pression budgétaire accrue et de besoins de financement importants, la gestion des SEND's devient un enjeu clé pour la soutenabilité de la dette publique.

Considérant que les SEND's sont des engagements financiers pris sous forme d'emprunts futurs, disponibles sur des lignes de crédit auprès des bailleurs de fonds, mais non encore transférés dans les comptes des projets au niveau national ; ces ressources sont mises à la disposition des projets progressivement, en fonction de leur exécution.

Ainsi, le CNDP a élaboré des critères permettant de distinguer les « SEND's normaux » des « SEND's à problèmes ». Cette élaboration s'est faite dans le cadre du suivi-évaluation des projets à FINEX, avec pour but d'évaluer le rendement des financements liés aux projets. Il s'agit de :

- Les prêts entraînent des SEND's datant de plus de 5 ans en 2024 ;
- Les prêts qui n'ont enregistré aucun décaissement avant à la date de l'évaluation ;
- Les prêts qui ne sont pas en vigueur six mois après la date de signature ;
- Les prêts dont la date limite de décaissement a été dépassée ou prolongée au moins une fois ;
- Les prêts dont la date limite de décaissement est proche (moins d'un an) et dont le taux de décaissement est inférieur à 50%.

Pour ce qui est de la composition des SEND's, hors appuis budgétaires au 31 décembre 2024, il ressort que : (i) 71,6% provient des conventions de financements signées avec les bailleurs de fonds multilatéraux, dont 1 967 milliards de FCFA à décaisser auprès de la Banque Mondiale (soit 63% des SEND's multilatéraux) ; (ii) 10% est issu de la coopération bilatérale, dont 1 18,2 milliards de FCFA à décaisser auprès de la France (soit 28 % des SEND's bilatéraux) ; et (iii) 19% provient des prêts signés avec les partenaires commerciaux, dont 192 milliards de FCFA à décaisser auprès de ICBC (24% des SEND's commerciaux).

Suivant l'hypothèse d'exécution des projets bénéficiaires conformément au plan de décaissement, ces SEND's pourraient être totalement tirés d'ici 2027.

Pour ce qui est des secteurs concernés, les SEND's sont principalement concentrés dans des secteurs clés tels que les **infrastructures**, la **santé**, et l'**éducation**. Ces secteurs, bien que prioritaires pour le développement socio-économique du Cameroun, sont souvent confrontés à des retards dans la mise en œuvre des projets. Par exemple, dans le secteur des infrastructures, les projets routiers ou énergétiques peuvent subir des retards techniques, administratifs ou liés à des problèmes de coordination entre les parties prenantes. Dans les secteurs de la santé et de l'éducation, les retards peuvent être dus à des difficultés dans la passation des marchés publics, à des problèmes de livraison des équipements, ou à des défis logistiques. Ces retards entraînent une accumulation des SEND's, ce qui immobilise des ressources financières qui pourraient être utilisées pour d'autres priorités nationales.

Concernant son **Impact sur la dette**, bien que les SEND's ne soient pas encore décaissés, ils sont comptabilisés dans les **engagements globaux de l'État**. Cela signifie qu'ils feront partie des obligations financières futures du Cameroun, dès les tirages effectifs, et pourront alourdir la charge de la dette à moyen et long terme si lesdits décaissements ne sont pas contrôlés .

Enjeux :

- **Trésorerie** : Les SEND's immobilisent des ressources financières importantes, et l'accumulation augmente les commissions d'engagements ;
- **Soutenabilité de la dette** : L'accumulation des SEND's peut fausser l'évaluation de la soutenabilité de la dette (mauvaise projection des décaissements futurs) ;
- **Confiance des Partenaires** : Une gestion inefficace des SEND's peut affecter la crédibilité du pays auprès de ses partenaires techniques et financiers, notamment les institutions internationales, les créanciers bilatéraux et les investisseurs privés. Ces acteurs accordent une grande importance à la transparence et à la rigueur dans la gestion des finances publiques.

Au final, une accumulation excessive de SEND's, pouvant traduire une faiblesse d'absorption, si les plans de décaissement ne sont pas respectés par rapport aux engagements initiaux, sans une communication claire et des mesures correctives, peut éroder la confiance des partenaires et compliquer l'accès à des financements concessionnels ou à des conditions favorables. Cela pourrait également impacter la notation financière du pays, avec des conséquences sur les coûts d'emprunt futurs.

Les SEND's représentent un défi majeur pour la gestion des finances publiques au Cameroun. Pour y faire face, il est essentiel de mettre en place des mécanismes de suivi rigoureux, d'accélérer les procédures administratives et de renforcer la transparence dans la gestion des engagements. Ces mesures permettraient non seulement de limiter l'accumulation des SEND's, mais aussi d'améliorer la gestion globale de la dette publique et de renforcer la crédibilité du Cameroun sur la scène internationale.

Ce faisant, nombre d'administrations travaillent pour des solutions appropriées , dont les contributions des différents acteurs sont les bienvenues.

V. INDICATEURS D'ENDETTEMENT

V.1. PRINCIPAUX INDICATEURS DE LA DETTE PUBLIQUE hors Restes à Payer et dette Flottante

Au **31 décembre 2024**, l'encours de la dette de l'Administration Centrale, **hors Restes à Payer et dette flottante**, est estimé à **12 434 milliards de FCFA**. Cette évaluation repose sur l'hypothèse que :

- Toute dette libellée en **FCFA** est considérée comme **dette intérieure** ;
- Toute dette libellée en **devises étrangères** correspond à la **dette extérieure**.

Ainsi, le profil des coûts et des risques du portefeuille de la dette à fin décembre 2024 se présente comme suit :

- **Ratio de la dette de l'Administration Centrale (hors Restes à Payer et dette flottante) : 39,9% du PIB**, dont **28,0% pour la dette extérieure** et **11,9% pour la dette intérieure**.
- **Coût moyen pondéré de la dette : 3,2%**, réparti comme suit :
 - **3,1% pour la dette extérieure** ;
 - **3,3% pour la dette intérieure**.

Le coût moyen de la dette (3,2 %) est relativement faible, ce qui indique des conditions d'emprunt favorables. La dette extérieure (3,1 %) est légèrement moins coûteuse que la dette intérieure (3,3 %), en raison des taux d'intérêt internationaux relativement bas par rapport aux taux appliqués actuellement sur le marché local.

- **Durée moyenne de refinancement du portefeuille : 7,4 ans**, avec une distinction entre :
 - **8,6 ans pour la dette extérieure** ;
 - **4,7 ans pour la dette intérieure**.

La durée moyenne de refinancement du portefeuille indique que, sur l'ensemble de la dette publique, le remboursement des emprunts s'étale en moyenne sur **7,4 ans**. Cette durée traduit un équilibre entre la dette **extérieure**, qui bénéficie généralement de maturités plus longues (**8,6 ans**), et la dette **intérieure**, dont les échéances sont plus courtes (**4,7 ans**), nécessitant un refinancement plus fréquent. Une durée de refinancement plus longue permet d'atténuer le risque de renouvellement à des conditions défavorables, tandis qu'une durée plus courte implique une surveillance accrue des conditions de marché, et expose la dette à des risques de marché.

- **Part de la dette dont les conditions de taux seront révisées en 2025 : 23,4%**, dont :
 - **27,5% pour la dette extérieure** ;
 - **13,5% pour la dette intérieure**.

Cette part représente la proportion de la dette publique dont les taux d'intérêt devront être renégociés ou réajustés en 2025, soit en raison de l'arrivée à échéance d'instruments financiers, soit en raison de conditions contractuelles prévoyant un réajustement périodique des taux.

- Une part élevée de dette à taux révisable accroît **l'exposition au risque de taux**, notamment en cas de hausse des taux d'intérêt, ce qui pourrait alourdir la charge de la dette.
- La dette extérieure étant davantage concernée (**27,5%** contre **13,5%** pour la dette intérieure), le pays devra surveiller **les fluctuations des taux sur les marchés internationaux** et anticiper d'éventuelles hausses du coût du service de la dette.

Avec **23,4% de la dette publique exposée à une révision des taux d'intérêt en 2025**, l'État devra gérer attentivement son refinancement pour limiter l'impact d'une éventuelle hausse des taux. Cette situation est particulièrement préoccupante pour la **dette extérieure (27,5%)**, qui dépend des conditions du marché international, tandis que la **dette intérieure (13,5%)** présente un risque plus

modéré mais non négligeable. Une stratégie proactive pourrait consister à allonger la maturité des nouveaux emprunts pour réduire la pression sur le refinancement à court terme.

- **Risque de taux d'intérêt : 18,5%** de la dette est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt.

Comparaison avec le seuil critique : Le risque de taux d'intérêt, estimé à **18,5%**, reste **inférieur** au seuil critique de **20%**. Cela indique une **exposition modérée** aux fluctuations des taux, mais nécessite néanmoins une **surveillance attentive** pour éviter qu'il ne franchisse ce seuil en cas de hausses de taux imprévues.

- **Part de la dette libellée en devises autres que le FCFA : 70,3%** du portefeuille total, avec une exposition réelle de **42,9%**, une fois prise en compte la dette en **euros**, qui représente **27,4%** de la dette totale. **La part de la dette publique libellée en dollar US est de 20%** en dessous de la cible de **25%** fixée dans la SEMT 2025-2027.
- Toutefois, les travaux relatifs à la détermination de la composition optimale du portefeuille en devises devrait se poursuivre **afin d'éviter de s'engager dans des opérations de couverture non toujours justifiées et par moment très coûteuses.**

Tableau 25 : Indicateurs de coûts et risques du portefeuille de la dette publique (Administration Centrale Hors Restes à Payer et dette flottante)

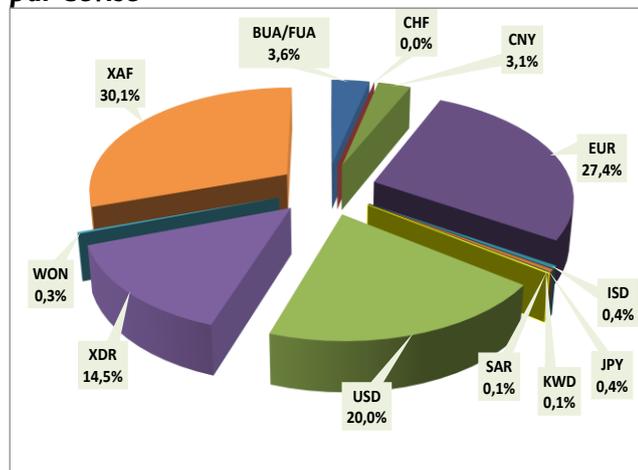
Indicateurs de coûts et risques		Dettes extérieures	Dettes intérieures	Dettes totales*
Dettes nominale en milliards de FCFA		8 735	3 698	12 434
Dettes nominale (% du PIB)		28,0	11,9	39,9
Coût de la dette	Paiement d'intérêt en % du PIB	0,6	0,4	1,0
	Taux d'intérêt moyen pondéré (%)	3,1	3,3	3,2
Risque de refinancement	Durée moyenne d'échéance (ans) (ATM)	8,6	4,7	7,4
	Dettes à amortir durant l'année prochaine (% du total)	6,9	13,5	8,9
	Dettes à amortir durant l'année prochaine (% du PIB)	2,0	1,6	3,6
Risque de taux d'intérêt	Durée moyenne à refixer (ans) (ATR)	6,9	4,7	6,3
	Dettes refixées durant l'année prochaine (% du total)	27,5	13,5	23,4
	Dettes à taux d'intérêt fixe (% du total)	79,4	86,5	81,5
Risque de change	Dettes en devises (% du total)			70,3
	Amortissement en devise durant l'année prochaine (en % du stock brut de réserves de change brutes détenues par la BEAC)			15,6

Source : CAA

V.2. REPARTITION DU PORTEFEUILLE PAR DEVISE

Les principales devises du portefeuille de la dette publique camerounaise sont : le Franc CFA (30,1%), l'Euro (27,4%), le Dollar US (20,0%), et le DTS (XDR) avec 14,5%.

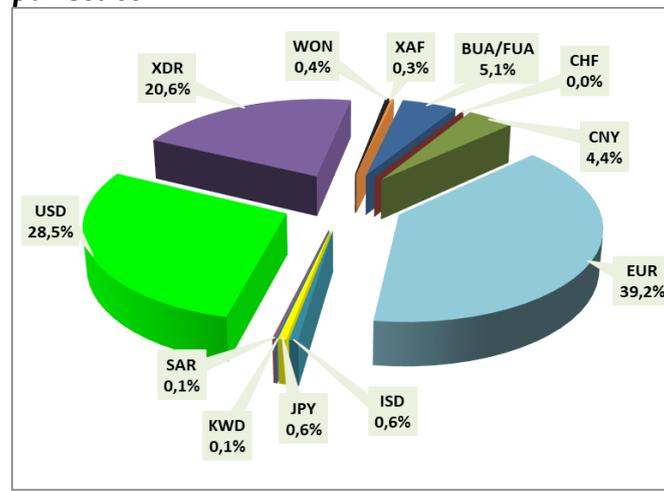
Graphique 4 : Répartition de la dette publique par devise



Source : CAA

Concernant le portefeuille de la dette extérieure, il se compose de l'Euro pour 39,2%, du Dollar US pour 28,5% et enfin du DTS(XDR) pour 20,6%.

Graphique 5 : Répartition de la dette extérieure par devise



Source : CAA

Une publication de la Caisse Autonome
d'Amortissement du Cameroun
Secrétariat Permanent du Comité National de
la Dette Publique

 COMITÉ NATIONAL DE LA DETTE PUBLIQUE		
Comité National de la Dette Publique		Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun

<p>Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun Secrétariat Permanent du Comité National de la Dette Publique B.P. : 7167 YAOUNDE Tél : (+237) 222 22 22 26 / (+237) 222 22 01 87 Fax : (+237) 222 22 01 29 Site internet : www.caa.cm E-mail : caa@caa.cm</p>
